



BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

Guide détaillé pour remplir une demande d'enregistrement

Table des matières

Introduction.....	3
Création du compte	3
Avertissement	3
Glossaire	3
Nota	4
Section 1 : Langue de préférence	5
Section 2 : Nom, identifiant et situation opérationnelle.....	6
Section 3 : Demandes et invitations antérieures concernant la supervision des paiements de détail.....	7
Section 4 : Coordonnées.....	9
Section 5 : Structure d'entreprise	12
Section 6 : Fonctions de paiement	22
Section 7 : Renseignements sur les TEF, les monnaies et les exclusions	31
Section 8 : Portée géographique	33
Section 9 : Valeurs et volumes	34
Section 10 : Utilisateurs finaux et interconnexion.....	41
Section 11 : Cadre de gestion des risques et de réponse aux incidents	44
Section 12 : Renseignements personnels et financiers	45
Section 13 : Tiers fournisseurs de services.....	48
Section 14 : Mandataires	53
Section 15 : Entités affiliées.....	57
Section 16 : Déclaration relative à CANAFE	60
Section 17 : Enregistrement dans une province ou un territoire.....	61
Section 18 : Paiement des droits d'enregistrement et envoi de la demande	62
Téléchargement du formulaire de demande.....	63
Annexe – Glossaire.....	64

Introduction

En vertu de la [*Loi sur les activités associées aux paiements de détail*](#) (LAAPD) et du règlement d'application, les fournisseurs de services de paiement (FSP) doivent s'enregistrer auprès de la Banque du Canada (« la Banque »). L'article 29 de la LAAPD énonce ce qui doit figurer dans la demande d'enregistrement.

Ce guide vise à vous aider à rassembler les documents dont vous avez besoin pour remplir la demande au cours de la phase initiale d'enregistrement de 15 jours.

Pendant la période de transition, tout FSP qui exécute ou prévoit exécuter une activité associée aux paiements de détail doit présenter une demande d'enregistrement à la Banque du Canada. Vous devez également permettre à la Banque d'évaluer votre demande et de prendre les décisions concernant l'enregistrement.

Pour savoir qui doit s'enregistrer, consultez les ressources suivantes :

- [*Loi sur les activités associées aux paiements de détail \(LAAPD\)*](#)
- [*Règlement sur les activités associées aux paiements de détail*](#)
- [*Critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*](#)
- [*Outil d'autoévaluation*](#)
- [*Cas de figure liés à la supervision des paiements de détail*](#)

Création du compte

Pour commencer le processus d'enregistrement, vous devez créer un compte dans Connexion FSP puis remplir le formulaire.

L'adresse électronique utilisée pour créer un compte dans Connexion FSP ne pourra être associée qu'à une seule demande ou entité. La personne qui crée ce compte sera considérée comme l'administrateur pour l'organisation. Avant de commencer à remplir votre demande, nous vous recommandons d'ajouter à votre liste d'expéditeurs approuvés l'adresse électronique qui sera utilisée pour les avis de Connexion FSP : rps-spd@em5388.rps-spd.bank-banque-canada.ca.

Une fois le compte créé, on peut ajouter d'autres représentants de l'organisation en cliquant sur « Profil d'utilisateur » sous « Mon compte », puis sur « Créer un nouveau contact ».

Il est recommandé de remplir la demande en ligne sur un ordinateur plutôt qu'un appareil mobile. Pour que vous ayez une expérience de navigation optimale dans Connexion FSP, nous vous recommandons d'utiliser Google Chrome, Microsoft Edge ou Mozilla Firefox au moment de présenter votre demande.

Avertissement

Le présent document n'est pas un document juridique; les explications et les définitions qu'il contient n'ont pas force de loi. Si le texte de ce document diffère de celui de la législation ou de la réglementation pertinente, le texte législatif ou réglementaire prévaut. Se reporter à la [*Loi sur les activités associées aux paiements de détail*](#) (LAAPD) pour le texte légal officiel.

Glossaire

Le glossaire ([annexe A](#)) comprend ce qui suit :

- les termes définis dans la LAAPD et dans son règlement d'application;
- les termes utilisés dans le présent guide.

Nota

- Les champs marqués d'un astérisque (*) sont obligatoires.
- Le fait de rassembler et de préparer des documents avant de remplir le formulaire, par exemple au sujet de votre processus opérationnel, pourra accélérer le processus.
- Vous pouvez sauvegarder la demande et la compléter plus tard.
- Pour compléter votre demande, vous devrez payer les droits d'enregistrement de 2 500 \$ avant de soumettre votre demande.
- Une fois votre demande envoyée, la Banque vous enverra un accusé de réception dans Connexion FSP.

Pour en savoir plus sur le processus d'enregistrement, consultez le [site Web de la Banque](#).

Section 1 : Langue de préférence

Indiquez la langue de préférence du demandeur.

Question 1.1 : Choisir la langue de préférence*

Dans le menu déroulant, choisissez votre langue de préférence : **Anglais ou Français**.

Section 2 : Nom, identifiant et situation opérationnelle

Indiquez le nom, l'identifiant et la situation opérationnelle du demandeur. En application de l'article 26 de la LAAPD, les renseignements fournis seront publiés au registre des fournisseurs de services de paiement dans le site Web de la Banque.

Question 2.1 : Nom légal anglais complet du demandeur*

Si vous avez choisi **Anglais** à la question 1.1, inscrivez le nom légal anglais complet de votre entreprise dans le champ de texte.

Question 2.1.1 : Nom légal français complet du demandeur*

Si vous avez choisi **Français** à la question 1.1, inscrivez le nom légal français complet de votre entreprise dans le champ de texte.

Question 2.2 : Le demandeur a-t-il d'autres noms sous lesquels il exécute ou prévoit exécuter une fonction de paiement dans le cadre d'un service ou d'une activité commerciale?

Le nom commercial peut être différent du nom légal. Par exemple, l'entreprise peut être enregistrée sous le nom « 12345 Canada inc. », qui est son nom légal, mais son nom commercial peut être « Les propriétés ABC ».

Sélectionnez **Oui** ou **Non** pour indiquer si vous exécutez ou prévoyez exécuter les activités associées aux paiements de détail dans le cadre d'un service ou d'une activité commerciale sous d'autres noms que ceux inscrits à la question 2.1 ou 2.1.1.

Question 2.2.1 : Nom commercial principal*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 2.2, indiquez les principaux noms commerciaux dans le champ de texte.

Question 2.2.2 : Autres noms commerciaux*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 2.2 et que l'entreprise a plus d'un nom commercial, indiquez les autres noms commerciaux dans le champ de texte.

Remarque : Cliquez sur « Ajouter » si l'entreprise a plus d'un nom commercial.

Si vous n'utilisez qu'un seul nom commercial, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ de texte pour pouvoir passer à la question suivante.

Question 2.3 : Le demandeur est-il actuellement en activité et exécute-t-il des activités associées aux paiements de détail?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Question 2.3.1 : Quand le demandeur a-t-il lancé ses activités et commencé à exécuter des activités associées aux paiements de détail?

Si vous avez répondu **Oui** à la question 2.3, indiquez la date de début des activités.

Question 2.3.2 : Quand le demandeur prévoit-il lancer ses activités et commencer à exécuter des activités associées aux paiements de détail?

Si vous avez répondu **Non** à la question 2.3, indiquez la date prévue de début de l'exécution d'activités associées aux paiements de détail.

Section 3 : Demandes et invitations antérieures concernant la supervision des paiements de détail

Indiquez les demandes et invitations antérieures du demandeur dans le contexte du programme de supervision des paiements de détail.

Question 3.1 : Le demandeur a-t-il déjà présenté une demande d'enregistrement dans le cadre du programme de supervision des paiements de détail?*

Choisissez une réponse :

- Non
- A déjà été enregistré
- A déjà présenté une demande, mais n'a pas été enregistré

Si vous avez sélectionné A déjà été enregistré à la question 3.1, répondez aux questions 3.1.1 à 3.1.5.

Question 3.1.1 : Identifiant attribué antérieurement à l'entité*

Fournissez le numéro de l'identifiant attribué antérieurement à l'entité dans le champ numérique. Ce numéro se compose de 7 chiffres et suit le préfixe « RPS ». ».

Par exemple, pour l'ID d'entité « RPS0001234 », entrez seulement 0001234 dans le champ numérique.

Question 3.1.2 : Date d'enregistrement du FSP*

Indiquez la date d'enregistrement du FSP en format AAA-MM-JJ dans le champ de date.

Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer la date.

Question 3.1.3 : Quel avait été le résultat de la demande d'enregistrement antérieure?*

Sélectionnez une réponse concernant le résultat de l'enregistrement précédent dans la liste déroulante.

Indiquez lesquelles des options s'appliquent :

- Enregistrement révoqué
- Cessation des activités du FSP
- Réenregistrement en raison d'un changement de contrôle

Question 3.1.4 : Date de révocation de l'enregistrement*

Si votre réponse dans la liste déroulante de la question 3.1.3 est Enregistrement révoqué, indiquez la date de révocation au format AAAA-MM-JJ dans le champ de date.

Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer la date.

Question 3.1.5 : Date de cessation des activités associées aux paiements de détail*

Si vous réponse dans la liste déroulante de la question 3.1.3 est Cessation des activités du FSP, indiquez la date de cessation au format AAAA-MM-JJ dans le champ de date.

Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer de période.

Si votre sélection à la question 3.1.3 était Réenregistrement en raison d'un changement de contrôle, répondez aux questions 3.1.6 à 3.1.10.

Question 3.1.6 : Réenregistrement en raison d'un changement de contrôle*

Indiquez la date de changement de contrôle au format AAAA-MM-JJ dans le champ de date.

Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer la date.

Question 3.1.7 : Identifiant de la demande d'enregistrement antérieure*

Si vous avez déjà présenté une demande et obtenu un « Identifiant de dossier de la demande d'enregistrement », inscrivez ce numéro dans le champ alphanumérique.

L'identifiant de la demande d'enregistrement est une séquence alphanumérique commençant par « CASE », et se trouve dans la correspondance de la Banque transmise via Connexion FSP.

Question 3.1.8 : Quel avait été le résultat de la demande d'enregistrement antérieure?*

Si la demande antérieure a été refusée, sélectionnez la réponse correspondante dans la liste déroulante.

Veuillez noter que l'option **Retrait** n'est pas valide et ne doit pas être sélectionnée.

Question 3.1.9 : Date de refus*

Si votre réponse à la question 3.1.8 est **Enregistrement refusé**, indiquez la date du refus au format AAAA-MM-JJ dans le champ de date.

Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer la date.

Question 3.1.10 : Date du retrait*

Merci de ne pas tenir compte de cette question.

Question 3.2 : Le demandeur soumet-il cette demande après avoir reçu une invitation à s'enregistrer, une lettre d'avertissement, un procès-verbal ou tout autre avis annonçant des mesures d'application de la loi?*

Sélectionnez **Oui** si vous soumettez cette demande après avoir reçu :

- une invitation à s'enregistrer;
- une lettre d'avertissement;
- un procès-verbal;
- un avis annonçant des mesures d'application de la loi.

Question 3.2.1 : Identifiant de l'entité (tel qu'indiqué dans la communication reçue)*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 3.2, indiquez l'identifiant de l'entité dans le champ de texte.

Indiquez l'identifiant de l'entité se trouvant dans la correspondance antérieure de la Banque ou dans Connexion FSP. Il s'agit d'un code à 10 caractères commençant par trois lettres (toutes en majuscules) suivies de sept chiffres.

Question 3.2.2 : Date de la communication (telle qu'indiquée dans cette communication)*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 3.2, indiquez la date de la lettre ou des lettres en format AAAA-MM-JJ dans le champ de date. Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer de période.

Section 4 : Coordonnées

Indiquez les coordonnées du demandeur. En application de l'article 26 de la LAAPD, les renseignements fournis seront publiés au registre des fournisseurs de services de paiement dans le site Web de la Banque.

Question 4.1 : Adresse municipale*

Indiquez votre adresse municipale complète dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 4.1.1 : S'agit-il d'une maison d'habitation?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Question 4.1.2 : L'adresse du siège social est-elle la même que l'adresse municipale?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Question 4.1.3 : Adresse du siège social*

Si vous avez répondu **Non** à la question 4.1.2, indiquez l'adresse complète du siège social dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 4.1.4 : S'agit-il d'une maison d'habitation?*

Si vous avez répondu **Non** à la question 4.1.2, choisissez **Oui** ou **Non** pour indiquer si l'adresse du siège social est une résidence.

Question 4.1.5 : L'adresse postale principale est-elle la même que l'adresse municipale?*
Choisissez Oui ou Non.

Question 4.1.6 : Adresse postale principale*

Si vous avez répondu **Non** à la question 4.1.5, indiquez l'adresse postale complète dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 4.1.7 : L'adresse de facturation est-elle la même que l'adresse municipale ou que l'adresse du siège social?*

Choisissez Oui ou Non.

Question 4.1.8 : Adresse de facturation*

Si vous avez répondu **Non** à la question 4.1.7, indiquez l'adresse de facturation complète dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Assurez-vous que l'adresse fournie correspond à l'adresse de facturation de la carte de paiement qui servira à payer les droits d'enregistrement.

Question 4.1.9 : Numéro de téléphone (y compris l'indicatif de pays, l'indicatif régional et le numéro de poste, s'il y a lieu)*

Inscrivez votre numéro de téléphone (y compris l'indicatif de pays, l'indicatif régional et le numéro de poste, s'il y a lieu) dans le champ approprié. Exemples :

Numéro de téléphone nord-américain : xxx-xxx-xxxx + poste

Numéro de téléphone international : (indicatif de pays) xxx-xxx-xxxx + poste

Question 4.1.10 : Numéro de télécopieur (y compris l'indicatif de pays, l'indicatif régional et le numéro de poste), s'il y a lieu.

Indiquez vos numéros de télécopieur, y compris l'indicatif de pays et l'indicatif régional.

Question 4.1.11 : Adresse électronique*

Inscrivez votre adresse électronique dans le format approprié dans le champ de texte. Exemple : demandeur@fournisseur.net

Donnez une adresse électronique où vous serez facile à joindre. Il n'est pas recommandé de fournir une adresse générique.

Question 4.1.12 : Le demandeur a-t-il un site Web d'entreprise actif?*

Sélectionnez l'une des options de la liste déroulante :

- Oui
- Non
- En cours de préparation

Question 4.1.13 : Adresse du site Web

Si vous avez répondu **Oui** à la question 4.1.11, indiquez le site Web dans le champ de texte. L'adresse du site Web ne doit pas contenir « https:// » ni aucune barre oblique inversée après le domaine.

Question 4.2 : Indiquer lequel des utilisateurs autorisés du demandeur est la personne désignée (point de contact principal) qui peut, au nom du demandeur, répondre à toute demande de renseignements liée à la demande d'enregistrement.*

Sélectionnez un utilisateur dans votre liste d'utilisateurs autorisés. Vous pouvez ajouter des utilisateurs autorisés à votre profil. Ils s'afficheront dans la liste déroulante.

Question 4.3 : Indiquer lequel des utilisateurs autorisés du demandeur gère le paiement des droits d'enregistrement.*

Sélectionnez des utilisateurs dans votre liste d'utilisateurs autorisés. Vous pouvez ajouter des utilisateurs autorisés à votre profil. Ils s'afficheront dans la liste déroulante.

Section 5 : Structure d'entreprise

Consignez les renseignements relatifs à la structure de votre entreprise requis aux termes de la LAAPD.

Question 5.1 : Joindre un organigramme précisant le nom de toutes les personnes physiques ou entités qui contrôlent le demandeur ou qui sont contrôlées par lui, au sens de l'article 21 du *Règlement sur les activités associées aux paiements de détail*.*

Transmettre ce document à l'aide de la fonction « Téléverser un PDF ». Pour pouvoir téléverser plusieurs documents, il faut les combiner dans un seul fichier PDF.

L'organigramme doit détailler la structure de l'entreprise du demandeur, y compris toutes les entités qui la contrôlent ou qui sont contrôlées par elle (société-mère, filiales, etc.). L'article 21 définit le contrôle comme suit :

- dans le cas d'une personne morale, une autre personne physique ou entité la contrôle lorsqu'elle détient des parts qui représentent au moins le tiers des votes qui peuvent être exercés lors de l'élection des administrateurs de cette personne morale;
- dans le cas d'une société en commandite, celle-ci est contrôlée par un ou plusieurs commanditaires;
- dans le cas de toute autre entité, une autre personne physique ou entité la contrôle lorsqu'elle détient des titres de participation lui donnant le droit de recevoir au moins le tiers de ses bénéfices ou de ses éléments d'actif au moment d'une dissolution.

Question 5.2 : Indiquer la structure d'entreprise du demandeur.*

Sélectionnez la structure d'entreprise qui s'applique à vous dans la liste déroulante :

- Personne morale
- Personne physique
- Société en commandite
- Autre type d'entité

Si vous avez sélectionné **Autre type d'entité**, vous devez répondre aux questions 5.8 à 5.9.4.

Fournissez des détails sur la personne morale.

Si vous avez sélectionné **Personne morale** à la question 5.2, vous devez répondre aux questions 5.3 à 5.4.4.

Question 5.3 : Renseignements sur la constitution*

Question 5.3.1 : Numéro de constitution*

Indiquez votre numéro de constitution dans le champ numérique.

Question 5.3.2 : Date de constitution*

Indiquez votre date de constitution dans le champ de date, en format AAAA-MM-JJ. Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer de période.

Question 5.3.3 : Pays et subdivision politique de constitution*

Indiquez le pays et la subdivision politique dans lesquels vous êtes constitué. Sélectionnez un seul pays dans la liste déroulante, puis ajoutez une seule entrée pour la subdivision politique dans le champ de texte.

Question 5.3.4 : Texte législatif en vertu duquel le demandeur est constitué*

Indiquez dans le champ de texte la loi en vertu de laquelle vous êtes constitué.

Question 5.4 : Renseignements sur chaque personne physique ou entité qui détient – ou pour le bénéfice de qui une autre personne physique ou entité détient –, directement ou indirectement, autrement qu'à titre de garantie uniquement, des valeurs mobilières du demandeur comportant dix pour cent ou plus des votes qui peuvent être exercés lors de l'élection de ses administrateurs

Question 5.4.1 : Le demandeur a-t-il une personne physique ou une entité qui détient — ou pour le bénéfice de qui une autre personne physique ou entité détient —, directement ou indirectement, autrement qu'à titre de garantie uniquement, des valeurs mobilières du demandeur comportant dix pour cent ou plus des votes qui peuvent être exercés lors de l'élection de ses administrateurs?*

Choisissez **Oui** ou **Non**. Choisissez **Non** seulement si le demandeur n'a aucun actionnaire qui détient des parts donnant un droit de vote de 10 % ou plus. S'il y en a un (ou plusieurs), choisissez **Oui**.

Si vous avez choisi **Oui**, répondez aux questions 5.4.2 à 5.4.5. Si vous avez répondu **Non**, passez à la question 5.10.

Question 5.4.2 : Nom légal*

Indiquez le nom légal de la personne ou de l'entité dans le champ de texte.

Question 5.4.3 : S'agit-il d'une personne physique ou d'une entité?

Choisissez **Personne physique** ou **Entité** dans la liste déroulante, selon le cas.

Si vous avez choisi **Personne physique**, vous devez répondre aux questions 5.4.3 et 5.4.4. Si vous avez choisi **Entité**, vous devez répondre aux questions 5.4.3 et 5.4.5.

Question 5.4.4 : Pays de résidence et de citoyenneté*

Sélectionnez les pays de résidence et de citoyenneté dans la liste déroulante.

Le pays de résidence d'une personne morale est le pays où elle est enregistrée.

Question 5.4.5 : Pays de constitution*

Indiquez le ou les pays de constitution dans la liste déroulante.

Fournissez des renseignements sur la structure d'entreprise de la personne physique (demandeur).

Si vous avez sélectionné **Personne physique** à la question 5.2, vous devez répondre aux questions 5.5 à 5.5.3.

Question 5.5 : Renseignements sur la personne physique

Question 5.5.1 : Nom légal*

Indiquez votre nom légal dans le champ de texte.

Question 5.5.2 : Date de naissance*

Indiquez votre date de naissance en format AAAA-MM-JJ. Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer de période.

Question 5.5.3 : Pays de résidence*

Sélectionnez vos pays de résidence dans la liste déroulante.

Fournissez des renseignements sur la société en commandite.

Si vous avez choisi **Société en commandite** à la question 5.2, répondez aux questions 5.6 à 5.7.2.

Question 5.6 : Société en commandite*

Question 5.6.1 : Date de constitution*

Indiquez la date de constitution de l'entreprise en format AAAA-MM-JJ. Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer de période.

Question 5.6.2 : Pays et subdivision politique de constitution*

Indiquez le pays et la subdivision politique dans lesquels la société est enregistrée. Sélectionnez un ou plusieurs pays dans la liste déroulante et ajoutez une ou plusieurs subdivisions politiques dans le champ de texte.

Question 5.6.3 : Pays de résidence*

Sélectionnez le ou les pays de résidence dans la liste déroulante.

Le pays de résidence d'une société en commandite est le pays où elle est enregistrée.

Question 5.7 : Renseignements sur les commandités qui contrôlent la société en commandite*

Question 5.7.1 : Nom légal*

Indiquez le nom légal des commandités qui contrôlent la société en commandite dans le champ de texte.

Question 5.7.2 : Pays de résidence et de citoyenneté*

Sélectionnez les pays de résidence et de citoyenneté des commandités qui contrôlent la société en commandite dans la liste déroulante. Vous pouvez sélectionner plusieurs pays dans la liste déroulante si nécessaire.

Fournissez des renseignements sur les autres types d'entités.

Si vous avez sélectionné **Autre type d'entité** à la question 5.2, vous devez répondre aux questions 5.8 à 5.9.4.

Question 5.8 : Autre type d'entité*

Question 5.8.1 : Indiquer le type d'entité*

Choisissez une réponse :

- Association
- Société en nom collectif
- Fiducie
- Autre

Si vous avez sélectionné **Autre**, indiquez le type d'entité dans le champ de texte.

Question 5.8.2 : Date de constitution*

Indiquez la date de constitution de l'entreprise en format AAAA-MM-JJ. Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer de période.

Question 5.8.3 : Pays et subdivision politique de constitution*

Indiquez le pays et la subdivision politique dans lesquels l'entreprise est constituée. Sélectionnez un ou plusieurs pays dans la liste déroulante et ajoutez une ou plusieurs subdivisions politiques dans le champ de texte.

Question 5.9 : Est-ce qu'il y a une personne physique ou entité qui détient (ou pour le bénéfice de qui une autre personne physique ou entité détient) dans le demandeur, directement ou indirectement, des titres de participation lui donnant droit de recevoir dix pour cent ou plus des bénéfices du demandeur ou dix pour cent ou plus des éléments d'actif de celui-ci au moment de sa dissolution?*

Choisissez Oui ou Non.

Si vous avez choisi Oui, répondez aux questions 5.9.1 à 5.9.4. Si vous avez répondu Non, passez à la question 5.10.

S'il est question d'une personne physique, ce sont les questions 5.9.1 et 5.9.2 qui s'appliquent. Notez que pour pouvoir passer à l'étape suivante, il faut que le pays indiqué à la question 5.9.3 corresponde à celui indiqué à la question 5.9.2.

S'il est question d'une entité, ce sont les questions 5.9.1 et 5.9.3 qui s'appliquent. Notez que pour pouvoir passer à l'étape suivante, il faut que le pays indiqué à la question 5.9.2 corresponde à celui indiqué à la question 5.9.3.

Question 5.9.1 : Nom légal*

Si vous avez répondu Oui à la question 5.9, indiquez le nom légal de la personne physique ou de l'entité dans le champ de texte.

Question 5.9.2 : Pays de résidence et de citoyenneté*

Si vous avez sélectionné Oui à la question 5.9, sélectionnez le ou les pays de résidence dans la liste déroulante.

Si vous avez sélectionné Oui à la question 5.9, sélectionnez le ou les pays de citoyenneté dans la liste déroulante.

Le pays de résidence d'une entité est le pays où elle est enregistrée.

Question 5.9.3 : Pays de constitution ou d'autre type de formation*

Si vous avez sélectionné Oui à la question 5.9, sélectionnez le ou les pays de constitution ou de formation dans la liste déroulante.

Utilisez cette sous-section pour fournir des renseignements supplémentaires sur la structure d'entreprise du demandeur.

Question 5.10 : Le demandeur est-il coté en bourse?*

Choisissez Oui ou Non.

Si vous avez répondu Non, passez à la question 5.11.

Question 5.10.1 : Indiquer la ou les bourses sur lesquelles le demandeur est coté.*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.10, choisissez dans la liste déroulante toutes les bourses sur lesquelles votre entreprise est cotée.

Question 5.11 : Est-ce qu'une entreprise d'État, au sens de l'article 3 de la *Loi sur l'Investissement Canada*, détient (ou est-ce qu'une autre personne physique ou entité détient pour son bénéfice), directement ou indirectement, des titres de participation, notamment avec droit de vote, dans le demandeur?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez répondu **Non**, passez à la question 5.12.

Question 5.11.1 : Nom de l'entreprise d'État*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.11, indiquez le nom de l'entreprise d'État étrangère dans le champ de texte.

Question 5.11.2 : État étranger concerné*

Si vous avez sélectionné **Oui** à la question 5.11, sélectionnez le pays dans la liste déroulante.

Question 5.11.3 : Décrire la participation.*

Décrivez la participation de cette entreprise d'État étrangère dans le champ de texte.

Question 5.11.4 : Dans le cas d'un titre de participation avec droit de vote, la participation est-elle assortie d'un droit de veto spécial ou d'un autre droit de décision?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Question 5.12 : Renseignements sur le conseil d'administration du demandeur

Question 5.12.1 : Le demandeur a-t-il un conseil d'administration?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez répondu **Non**, passez à la question 5.13.

Question 5.12.2 : Nom légal du membre du conseil d'administration*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.12.1, indiquez le nom légal de chaque membre du conseil d'administration dans le champ de texte.

Question 5.12.3 : Adresse postale*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.12.1, indiquez l'adresse postale complète de chaque membre du conseil d'administration dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 5.12.4 : Numéro de téléphone (y compris l'indicatif de pays et l'indicatif régional)*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.12.1, indiquez le numéro de téléphone de chaque membre du conseil d'administration dans le champ « Numéro de téléphone ». Exemples :

Numéro de téléphone nord-américain : xxx-xxx-xxxx + poste

Numéro de téléphone international : (indicatif de pays) xxx-xxx-xxxx + poste

Question 5.12.5 : Adresse électronique*

Indiquez dans le champ de texte l'adresse électronique de chaque membre du conseil d'administration dans le format approprié.

Question 5.12.6 : Citoyenneté*

Indiquez la citoyenneté des membres du conseil d'administration à l'aide de la liste déroulante des pays.

Question 5.12.7 : Pays de résidence*

Choisissez le ou les pays de résidence de chaque membre du conseil d'administration dans la liste déroulante.

Question 5.12.8 : Cette personne fait-elle partie du conseil d'administration d'autres entités?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez répondu **Non**, passez à la question 5.13.

Question 5.12.9 : Indiquer le nom des autres entités.*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.12.8, indiquez le nom de toute entité concernée à laquelle participe cette personne (membre du conseil d'administration) dans le champ de texte.

Question 5.13 : Le demandeur a-t-il des cadres dirigeants?

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez répondu **Non**, passez à la question 5.14.

Question 5.13.1 : Nom légal*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.13, indiquez le nom légal de chacun de vos cadres dirigeants dans le champ de texte.

Le cas échéant, incluez jusqu'à cinq des cadres dirigeants les mieux rémunérés du demandeur pour l'année civile passée (en tenant compte des options d'achat d'actions, des incitatifs fondés sur le rendement et des autres avantages).

Question 5.13.2 : Adresse postale*

Fournissez l'adresse postale de chacun de vos cadres dirigeants dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville

- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 5.13.3 : Numéro de téléphone (y compris l'indicatif de pays et l'indicatif régional)*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.13, indiquez le numéro de téléphone de chacun de vos cadres dirigeants dans le champ « Numéro de téléphone ».

Exemples :

Numéro de téléphone nord-américain standard : xxx-xxx-xxxx + poste

Numéro de téléphone international : (indicatif de pays) xxx-xxx-xxxx + poste

Question 5.13.4 : Adresse électronique*

Indiquez dans le champ de texte les adresses électroniques des cadres dirigeants dans le format approprié.

Question 5.13.5 : Citoyenneté*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.13, indiquez la citoyenneté de chacun de vos cadres dirigeants dans la liste déroulante.

Question 5.13.6 : Pays de résidence*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.13, indiquez le pays de résidence de chacun de vos cadres dirigeants dans la liste déroulante.

Question 5.14 : Est-ce qu'une entreprise d'État, au sens de l'article 3 de la *Loi sur l'Investissement Canada*, a le pouvoir de nommer le premier dirigeant du demandeur, d'autres membres de sa haute direction ou des membres de son conseil d'administration ou d'un organe analogue?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez répondu **Non**, passez à la question 5.15.

Question 5.14.1 : Nom de l'entreprise d'État*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.14, indiquez le nom de l'entreprise d'État étrangère dans le champ de texte.

Question 5.14.2 : Description du pouvoir*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.14, décrivez dans le champ de texte le pouvoir de l'entreprise d'État étrangère ou la mesure dans laquelle elle a une influence sur votre entreprise.

Question 5.14.3 : État étranger concerné*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5.14, sélectionnez le ou les pays de cette entreprise d'État étrangère à l'aide de la liste déroulante.

Question 5.15 : Renseignements sur les cinq créanciers à qui le demandeur devait les sommes les plus importantes à tout moment pendant l'année civile en cours et l'année civile précédente.*

Si vous n'avez aucun créancier, vous devez tout de même inscrire quelque chose en suivant les instructions ci-dessous.

Question 5.15.1 : Nom légal*

Indiquez le nom légal de vos créanciers dans le champ de texte.

Si vous n'avez aucun créancier, veuillez inscrire « Sans objet » ou « Aucun créancier » dans le champ de texte pour passer à la question suivante.

Question 5.15.2 : Adresse postale*

Fournissez l'adresse postale de chacun de vos créanciers dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si vous n'avez aucun créancier, veuillez inscrire « Sans objet » dans les champs de texte et sélectionner « Canada » dans la liste déroulante du champ « pays/région » pour passer à la question suivante.

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 5.15.3 : L'adresse du siège social est-elle la même que l'adresse postale indiquée précédemment?*

Choisissez Oui ou Non.

Si vous avez répondu Oui, passez à la question 5.15.5.

Si vous n'avez aucun créancier, veuillez sélectionner « Oui » pour passer à la question suivante.

Question 5.15.4 : Adresse du siège social*

Si vous avez répondu **Non** à la question 5.15.3, indiquez l'adresse complète du siège social de chacun des créanciers dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 5.15.5 : Numéro de téléphone (y compris l'indicatif de pays et l'indicatif régional)*

Indiquez le numéro de téléphone de vos créanciers (s'il y a lieu) dans le champ « Numéro de téléphone ».

Exemples :

Numéro de téléphone nord-américain : xxx-xxx-xxxx + poste

Numéro de téléphone international : (indicatif de pays) xxx-xxx-xxxx + poste

Si vous n'avez aucun créancier, veuillez inscrire « Sans objet » dans le champ de texte pour passer à la question suivante.

Question 5.15.6 : Adresse électronique*

Indiquez dans le champ de texte les adresses électroniques de vos créanciers dans le format approprié.

Exemple : creancier@fournisseur.net

Si vous n'avez aucun créancier, veuillez inscrire une adresse électronique valide dans le champ de texte pour passer à la question suivante.

Question 5.15.7 : Citoyenneté*

Si vos créanciers sont des personnes physiques, indiquez le pays de citoyenneté de chacun à l'aide de la liste déroulante.

Si vous n'avez aucun créancier, veuillez sélectionner « Canada » dans la liste déroulante du champ de citoyenneté pour passer à la question suivante.

Question 5.15.8 : Pays de résidence*

Sélectionnez le pays de résidence de vos créanciers dans la liste déroulante.

Si vous n'avez aucun créancier, veuillez sélectionner « Canada » dans la liste déroulante pour passer à la question suivante.

Question 5.15.9 : Pays de constitution*

Si votre créancier est une entité, sélectionnez son ou ses pays de constitution ou de formation dans la liste déroulante.

Si vous n'avez aucun créancier, veuillez sélectionner « Canada » dans la liste déroulante pour passer à la question suivante.

Question 5.16 : Renseignements sur toute personne physique ou entité ayant le contrôle du demandeur au sens de l'article 21 du *Règlement**

Indiquez dans le champ de texte des renseignements sur toutes les personnes physiques ou entités qui contrôlent l'entreprise au sens de l'article 21 du Règlement sur les activités associées aux paiements de détail. Utilisez le bouton « Ajouter » pour ajouter des personnes physiques ou des entités.

Question 5.16.1 : Nom légal*

Fournissez le nom légal des personnes physiques ou entités qui vous contrôlent au sens de l'article 21 du *Règlement sur les activités associées aux paiements de détail*.

Question 5.16.2 : S'agit-il d'une personne physique ou d'une entité? *

Sélectionnez Personne physique ou Entité dans la liste déroulante.

Si vous avez sélectionné Personne physique, vous devez répondre aux questions 5.16.3 et 5.16.4. Si vous avez sélectionné Entité, vous ne devez répondre qu'à la question 5.16.3.

Question 5.16.3 : Pays de résidence*

Sélectionnez le pays de résidence des personnes physiques ou des entités dans la liste déroulante.

Question 5.16.4 : Pays de citoyenneté*

Si vous avez sélectionné Personne physique à la question 5.16.2, sélectionnez le pays de citoyenneté dans la liste déroulante.

Section 6 : Fonctions de paiement

Fournissez les renseignements relatifs aux **fonctions de paiement** du demandeur requis aux termes de la LAAPD.

Question 6.1 : Fournir des documents qui démontrent comment le demandeur décrit les services et les processus de paiement pour toutes les activités associées aux paiements de détail.*

Transmettez ce document à l'aide de la fonction « Téléverser un PDF ». Pour pouvoir téléverser plusieurs documents, il faut les combiner dans un seul fichier PDF.

La documentation doit décrire les produits et services concernés par les activités associées aux paiements de détail du demandeur, et expliquer les processus permettant d'offrir ces produits et services.

Dans le contexte de l'exécution des activités associées aux paiements de détail (telles que définies dans le glossaire), les processus sont les actions du demandeur et de ses partenaires, tandis que les produits et services sont ce qu'ils offrent aux clients.

Question 6.2 : Joindre un exemple de contrat ou d'entente entre le demandeur et un client, un tiers fournisseur de services, un utilisateur final ou une autre partie qui décrit les activités associées aux paiements de détail exécutées par le demandeur.*

Transmettez des exemples de contrat ou d'entente à l'aide de la fonction « Téléverser un PDF ». Pour pouvoir téléverser plusieurs documents, il faut les combiner dans un seul fichier PDF.

Question 6.3 : Téléverser des diagrammes ou décrire les processus typiques qui présentent toutes les fonctions de paiement de détail exécutées par le demandeur.*

Utilisez la fonction « Téléverser un PDF » pour fournir une description des fonctions de paiement exécutées par le demandeur. Fournissez des diagrammes si possible. Pour pouvoir téléverser plusieurs documents, il faut les combiner dans un seul fichier PDF.

Question 6.4 : Le demandeur fournit-il ou tient-il un compte de paiement détenu au nom d'un ou de plusieurs utilisateurs finaux en vue d'un transfert électronique de fonds (TEF)?*

Important : Vous fournissez ou tenez un compte au nom d'un utilisateur final si vous conservez des renseignements personnels ou financiers de ce dernier en vue de futurs TEF. Pour en savoir plus, voir [Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement](#) et la LAAPD.

Choisissez Oui ou Non.

Question 6.4.1 : Décrire de quelle manière le demandeur effectue cette fonction de paiement.
Inclure des documents supplémentaires au besoin.*

Si vous avez répondu Oui à la question 6.4, décrivez comment vous exécutez la fonction de paiement pour les utilisateurs finaux dans le champ de texte. Vous pouvez également téléverser un PDF à l'aide de la fonction « Téléverser un PDF ». Pour pouvoir téléverser plusieurs documents, il faut les combiner dans un seul fichier PDF.

Question 6.5 : Le demandeur détient-il, ou prévoit-il détenir, des fonds au nom d'un utilisateur final jusqu'à ce qu'ils soient retirés par celui-ci ou transférés à une personne physique ou à une entité?*

Important : Vous détenez des fonds pour un utilisateur final si vous conservez des fonds en attente afin qu'ils soient accessibles pour un éventuel retrait par un bénéficiaire ou transfert par un payeur (l'utilisateur final). Pour en savoir plus, voir *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement* et la LAAPD.

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez choisi **Oui**, répondez aux questions 6.5.1 à 6.5.29. Si vous avez répondu **Non**, passez à la question 6.6.

Question 6.5.1 : Le demandeur a-t-il, ou aura-t-il, des produits ou des services qui nécessitent un préfinancement? Inclure des documents supplémentaires au besoin.*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.5, sélectionnez **Oui** ou **Non** si vous avez ou aurez des produits ou des services qui nécessitent un préfinancement. Si votre réponse est **Oui**, incluez des documents supplémentaires à l'aide de la fonction « Téléverser un PDF ». Pour pouvoir téléverser plusieurs documents, il faut les combiner dans un seul fichier PDF.

Cette question fait référence aux situations où le FSP met des fonds à la disposition d'un utilisateur final en engageant ses propres fonds avant de recevoir les fonds de l'utilisateur final.

Par exemple, si le FSP traite une transaction par carte de crédit pour un marchand, mais qu'il n'a pas encore reçu les fonds de l'acquéreur, il pourrait mettre ses propres fonds à la disposition du marchand avant que le solde soit réglé dans son compte.

Utilisez les questions 6.5.2 à 6.5.6 pour fournir des détails sur le compte de protection des fonds des utilisateurs finaux détenus en fiducie ou en fidéicommis dans un compte en fiducie ou en fidéicommis.

Question 6.5.2 : Le demandeur protège-t-il ou prévoit-il protéger les fonds des utilisateurs finaux en les détenant en fiducie ou en fidéicommis dans un compte en fiducie ou en fidéicommis?

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.5, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.5.3 : Nom du fournisseur de compte.*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.2, indiquez le nom du fournisseur de compte pour le compte en fiducie ou en fidéicommis en cliquant sur le bouton « Ajouter un fournisseur de compte ».

Question 6.5.4 : Le fournisseur de compte ci-dessus est-il réglementé par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF)?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.2, répondez **Oui** ou **Non**.

Question 6.5.5 : Le fournisseur de compte ci-dessus est-il réglementé par l'une des autorités provinciales énumérées dans la ligne directrice de la Banque sur la protection des fonds des utilisateurs finaux?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5, 6.5.2 et 6.5.4, répondez **Oui** ou **Non**.

Veuillez noter que même si le formulaire de demande d'enregistrement indique « fournisseur de compte d'assurance », la présente question porte sur le « fournisseur de compte » et ne se rapporte pas à l'assurance.

Répondez **Oui** si le fournisseur de compte est une coopérative de crédit, une caisse populaire, une société de fiducie ou une société de prêt soumise à une réglementation prudentielle en vertu d'une loi provinciale, ou une association régie par la *Loi sur les associations coopératives de crédit* et toute autre entité mentionnée à l'alinéa 9c) de la LAAPD.

Pour plus de précisions, veuillez consulter la ligne directrice sur la protection des fonds des utilisateurs finaux.

Question 6.5.6 : Indiquer le nom de l'organisme de réglementation qui impose des normes en matière de fonds propres, liquidité, gouvernance, surveillance et gestion du risque.

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5, 6.5.2, 6.5.4 et 6.5.5, indiquez le nom de l'organisme de réglementation dans le champ de texte.

Utilisez les questions 6.5.7 à 6.5.15 pour fournir des détails sur la protection des fonds des utilisateurs finaux au moyen d'une assurance.

Question 6.5.7 : Le demandeur protège-t-il ou prévoit-il protéger les fonds des utilisateurs finaux au moyen d'une assurance prévue à l'alinéa 20(1)c) de la LAAPD?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.5, sélectionnez Oui ou Non.

Si vous avez répondu **Non** à la question 6.5, passez à la question 6.5.17.

Question 6.5.8 : Nom du fournisseur d'assurance*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.7, indiquez le nom du fournisseur d'assurance en cliquant sur le bouton « Ajouter un fournisseur d'assurance ».

Question 6.5.9 : Le fournisseur d'assurance ci-dessus est-il réglementé par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF)?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.7, répondez **Oui** ou **Non**.

Question 6.5.10 : Le fournisseur d'assurance ci-dessus est-il réglementé par l'une des autorités provinciales énumérées dans la ligne directrice de la Banque sur la protection des fonds des utilisateurs finaux?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.7, répondez **Oui** ou **Non**.

Répondez **Oui** si le fournisseur d'assurance est une institution financière canadienne sous réglementation provinciale visée à l'un des alinéas 9a) à 9h) de la LAAPD (une coopérative de crédit, une caisse populaire, une société de fiducie ou une société de prêt soumise à une réglementation prudentielle en vertu d'une loi provinciale, ou une société d'assurances régie par une loi provinciale).

Pour des précisions, veuillez consulter la ligne directrice sur la protection des fonds des utilisateurs finaux.

Question 6.5.11 : Indiquer le nom de l'organisme de réglementation qui impose des normes en matière de fonds propres, liquidité, gouvernance, surveillance et gestion du risque.*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.5 et 6.5.7, 6.5.9 et 6.5.10, indiquez le nom de l'organisme de réglementation dans le champ de texte.

Utilisez les questions 6.5.12 à 6.5.15 pour fournir des détails sur le compte de protection où sont détenus les fonds des utilisateurs finaux assurés.

Question 6.5.12 : Nom du fournisseur du compte de protection*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5, 6.5.7, 6.5.9 et 6.5.10, indiquez le nom du fournisseur du compte de protection en cliquant sur le bouton « Ajouter un fournisseur de compte de protection ».

Il s'agit du fournisseur de compte auprès duquel les fonds des utilisateurs finaux sont détenus et protégés par une assurance.

Question 6.5.13 : Le fournisseur de compte ci-dessus est-il réglementé par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF)?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.7, sélectionnez **Oui** ou **Non** si le fournisseur du compte est réglementé par le BSIF.

Question 6.5.14 : Le fournisseur de compte ci-dessus est-il réglementé par l'une des autorités provinciales énumérées dans la ligne directrice de la Banque sur la protection des fonds des utilisateurs finaux?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.7, répondez **Oui** ou **Non**.

Répondez **Oui** si le fournisseur de compte est une institution financière canadienne sous réglementation provinciale visée à l'un des alinéas 9a) à 9h) de la LAAPD (une coopérative de crédit, une caisse populaire, une société de fiducie ou une société de prêt soumise à une réglementation prudentielle en vertu d'une loi provinciale, ou une société d'assurances régie par une loi provinciale).

Pour plus de précisions, veuillez consulter la ligne directrice sur la protection des fonds des utilisateurs finaux.

Question 6.5.15 : Indiquer le nom de l'organisme de réglementation qui impose des normes en matière de fonds propres, liquidité, gouvernance, surveillance et gestion du risque.*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.5 et 6.5.7 et **Non** aux questions 6.5.13 et 6.5.14, indiquez le nom de l'organisme de réglementation dans le champ de texte.

Utilisez les questions 6.5.17 à 6.5.25 pour fournir des détails sur la protection des fonds des utilisateurs finaux au moyen d'une garantie.

Question 6.5.17 : Le demandeur protège-t-il ou prévoit-il protéger les fonds des utilisateurs finaux au moyen d'une garantie prévue à l'alinéa 20(1)c) de la LAAPD?

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.5, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez répondu **Non**, passez à la question 6.5.26.

Question 6.5.18 : Nom du garant financier.*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.17, indiquez le nom du garant financier dans le champ de texte.

Question 6.5.19 : Le garant financier ci-dessus est-il réglementé par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF)?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.17, répondez **Oui** ou **Non**.

Question 6.5.20 : Le garant financier ci-dessus est-il réglementé par l'une des autorités provinciales énumérées dans la ligne directrice de la Banque sur la protection des fonds des utilisateurs finaux?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.17, répondez **Oui** ou **Non**.

Répondez **Oui** si le garant financier est une institution financière canadienne sous réglementation provinciale visée à l'un des alinéas 9a) à 9h) de la LAAPD (une coopérative de crédit, une caisse populaire, une société de fiducie ou une société de prêt soumise à une réglementation prudentielle en vertu d'une loi provinciale, ou une société d'assurances régie par une loi provinciale).

Pour plus de précisions, veuillez consulter la ligne directrice sur la protection des fonds des utilisateurs finaux.

Question 6.5.21 : Indiquer le nom de l'organisme de réglementation qui impose des normes en matière de fonds propres, liquidité, gouvernance, surveillance et gestion du risque.*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.5 et 6.5.17 et **Non** aux questions 6.5.19 et 6.5.20, indiquez le nom de l'organisme de réglementation dans le champ de texte.

Utilisez les questions 6.5.22 à 6.5.25 pour fournir des détails sur le compte de protection où sont détenus les fonds des utilisateurs finaux garantis.

Question 6.5.22 : Nom du fournisseur du compte de protection*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.17, indiquez le nom du fournisseur de compte dans le champ de texte.

Il s'agit du fournisseur de compte par lequel les fonds des utilisateurs finaux sont détenus et protégés par une garantie.

Question 6.5.23 : Le fournisseur de compte ci-dessus est-il réglementé par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF)?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.17, répondez **Oui** ou **Non**.

Question 6.5.24 : Le fournisseur de compte ci-dessus est-il réglementé par l'une des autorités provinciales énumérées dans la ligne directrice de la Banque sur la protection des fonds des utilisateurs finaux?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.5 et 6.5.17, répondez **Oui** ou **Non**.

Répondez **Oui** si le fournisseur de compte est une institution financière canadienne sous réglementation provinciale visée à l'un des alinéas 9a) à 9h) de la LAAPD (une coopérative de crédit, une caisse populaire, une société de fiducie ou une société de prêt soumise à une réglementation prudentielle en vertu d'une loi provinciale, ou une société d'assurances régie par une loi provinciale).

Pour plus de précisions, veuillez consulter la ligne directrice sur la protection des fonds des utilisateurs finaux.

Question 6.5.25 : Indiquer le nom de l'organisme de réglementation qui impose des normes en matière de fonds propres, liquidité, gouvernance, surveillance et gestion du risque.

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.5 et 6.5.17 et **Non** aux questions 6.5.23 et 6.5.24, indiquez le nom de l'organisme de réglementation dans le champ de texte.

Question 6.5.26 : Le demandeur détient-il ou prévoit-il détenir les fonds des utilisateurs finaux à titre de dépôts assurés ou garantis en vertu d'un régime provincial d'assurance-dépôts et est-il membre de ce régime?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.5, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Questions 6.5.27 : Indiquer le nom du régime provincial d'assurance-dépôts dont le demandeur est membre et sous lequel les fonds des utilisateurs finaux sont assurés ou garantis.*

Si vous avez répondu Oui aux questions 6.5 et 6.5.26, indiquez le régime provincial d'assurance-dépôts dans le champ de texte.

Question 6.6 : Le demandeur initie-t-il un TEF à la demande d'un utilisateur final?*

Vous initiez un TEF si vous êtes la personne physique ou l'entité qui lance la première instruction de paiement pour un TEF demandé par un payeur ou un bénéficiaire. Pour en savoir plus, voir *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement* et la LAAPD.

Choisissez Oui ou Non.

Question 6.6.1 : Le demandeur permet-il à un payeur ou à un bénéficiaire de lancer une instruction de paiement, de déclencher un TEF ou de donner des instructions relativement à un TEF?*

Si vous avez répondu Oui à la question 6.6, sélectionnez Oui ou Non.

Question 6.6.2 : Décrire comment le demandeur lance ou déclenche un TEF (p. ex. transfert de crédit ou transfert de débit, type de plateforme ou d'interface, séquence d'instruction).

Si vous avez répondu Oui aux questions 6.6 et 6.6.1, décrivez dans le champ de texte comment vous lancez ou déclenchez un TEF.

Pour fournir des renseignements supplémentaires en réponse à cette question, vous pouvez les inclure dans le document PDF que vous préparez pour la question 6.1. Pour pouvoir téléverser plusieurs documents, il faut les combiner dans un seul fichier PDF. Utilisez le champ de texte de cette question pour indiquer que le document PDF contient des renseignements supplémentaires.

Question 6.6.3 : Le demandeur consigne-t-il ou compile-t-il des données relatives à des TEF?*

Si vous avez répondu Oui à la question 6.6, sélectionnez Oui ou Non.

Question 6.6.4 : Décrire le moment où le demandeur consigne ou compile les données du TEF (p. ex., avant ou après l'achèvement du transfert).*

Si vous avez répondu Oui aux questions 6.6 et 6.6.3, décrivez votre processus de collecte ou de compilation des données des TEF dans le champ de texte.

Pour fournir des renseignements supplémentaires en réponse à cette question, vous pouvez les inclure dans le document PDF que vous préparez pour la question 6.1. Pour pouvoir téléverser plusieurs documents, il faut les combiner dans un seul fichier PDF. Utilisez le champ de texte de cette question pour indiquer que le document PDF contient des renseignements supplémentaires.

Question 6.7 : Le demandeur autorise-t-il un TEF ou transmet-il, reçoit-il ou facilite-t-il une instruction en vue d'un TEF?*

Remarque : En règle générale, vous autorisez un TEF si vous :

- demandez à un utilisateur final de confirmer l'envoi ou la réception d'un TEF;
- confirmez si l'utilisateur final dispose de fonds suffisants pour réaliser le TEF demandé;
- avez conclu une entente avec l'utilisateur final pour envoyer ou recevoir un TEF sans mesure supplémentaire de sa part (paiements préautorisés);
- débitez ou créditez le compte d'un utilisateur final conformément à l'instruction de paiement associée à un TEF.

En règle générale, vous transmettez, recevez ou facilitez une instruction en vue d'un TEF si vous :

- envoyez une instruction de paiement à une autre personne physique ou entité pour qu'elle prenne une mesure relativement à un TEF;
- recevez une instruction de paiement de la part d'une autre personne physique ou entité pour prendre une mesure relativement à un TEF;
- fournissez une plateforme, un réseau ou tout autre type d'infrastructure qui permet, facilite ou soutient l'envoi et la réception d'instructions de paiement.

Pour en savoir plus, voir [*Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*](#) et la LAAPD.

Sélectionnez **Oui** ou **Non** si vous exécutez la fonction de paiement mentionnée ci-dessus.

Question 6.7.1 : Le demandeur demande-t-il à l'utilisateur final de confirmer l'envoi ou la réception d'un TEF?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.7, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.7.2 : Le demandeur confirme-t-il si l'utilisateur final dispose de fonds suffisants pour effectuer le TEF demandé?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.7, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.7.3 : Le demandeur a-t-il conclu une entente avec un utilisateur final pour envoyer ou recevoir un TEF sans que l'utilisateur final n'ait à intervenir?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.7, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.7.4 : Le demandeur débite-t-il ou crédite-t-il le compte d'un utilisateur final conformément aux instructions de paiement associées au TEF?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.7, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.7.5 : Le demandeur envoie-t-il une instruction de paiement à une autre personne physique ou entité pour qu'elle prenne des mesures liées à un TEF?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.7, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.7.6 : Le demandeur reçoit-il une instruction de paiement d'une autre personne physique ou entité pour prendre des mesures liées à un TEF?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.7, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.7.7 : Le demandeur fournit-il une plateforme, un réseau ou tout autre type d'infrastructure qui permet, facilite ou soutient l'envoi et la réception d'instructions de paiement?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.7, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.8 : Le demandeur fournit-il des services de compensation ou de règlement?*

La compensation est une opération préalable au règlement. Elle consiste à préparer et à calculer les obligations de paiement qui doivent être réglées, et à échanger des renseignements pour permettre le règlement de ces obligations.

Le règlement est l'extinction d'une obligation selon les termes du contrat sous-jacent. Il y a règlement lorsqu'une personne physique ou une entité permet le transfert de fonds ou l'ajustement de sa situation financière afin d'éteindre des obligations financières entre d'autres participants à un système de

paiement. Pour en savoir plus, voir [*Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*](#) et la LAAPD.

Sélectionnez **Oui** ou **Non** si vous exécutez la fonction de paiement mentionnée ci-dessus.

Question 6.8.1 : Le demandeur rend-il possible le processus de compensation?*

Vous fournissez possiblement des services de compensation si vous exécutez l'une ou l'autre des activités suivantes :

- calculer des positions définitives, ce qui peut impliquer de compenser des positions
- convertir des instructions de paiement d'un format à un autre à des fins de règlement
- effectuer des contrôles de recouvrement et de sécurité et d'intégrité des effets de paiement à régler
- trier les opérations par types d'instruments de paiement ou par destinataires (p. ex., un FSP, une institution financière, un exploitant de réseau, etc.)
- transmettre les positions définitives aux parties concernées, y compris la transmission des ordres de compensation (à une institution financière, un exploitant de réseau ou un autre organisme de règlement), et envoyer des notifications aux parties prenantes au processus de compensation (p. ex., en leur fournissant les montants et les dates de règlement)
- confirmer la disponibilité des fonds pour un règlement

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.8, sélectionnez **Oui** ou **Non**. Pour en savoir plus, voir [*Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*](#) et la LAAPD.

Question 6.8.2 : Le demandeur fournit-il des services à des bénéficiaires pour trier l'information sur leurs ventes?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.8 et 6.8.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.8.3 : Le demandeur aide-t-il d'autres personnes physiques ou entités (qui pourraient aussi être un FSP) à calculer leur position définitive? *

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.8 et 6.8.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.8.4 : Le demandeur fournit-il des services de conversion, y compris la conversion d'instructions de paiement d'un format à un autre, dans le cadre de la compensation ou à des fins de compensation?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.8 et 6.8.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.8.5 : Le demandeur effectue-t-il des contrôles de recouvrement et de sécurité et d'intégrité des effets de paiement à régler?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.8 et 6.8.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.8.6 : Le demandeur trie-t-il des transactions par types d'instruments de paiement ou par destinataires?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.8 et 6.8.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.8.7 : Le demandeur transmet-il des renseignements sur la position définitive aux parties concernées, y compris des ordres de compensation (à une institution financière, à un opérateur de réseau ou à un autre organisme de règlement) et sur la distribution de notifications aux parties impliquées dans le processus de compensation?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.8 et 6.8.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.8.8 : Le demandeur confirme-t-il la disponibilité des fonds pour le règlement?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.8 et 6.8.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.8.9 : Le demandeur agit-il à titre d'agent compensateur pour une autre personne physique ou entité relativement à un système de compensation et de règlement?

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.8 et 6.8.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**. Vous pourriez être dans cette situation si vous effectuez des règlements pour le compte d'autres entités en tant qu'agent de règlement dans un système de compensation et de règlement. Pour en savoir plus, voir *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement* et la LAAPD.

Question 6.8.10 Le demandeur permet-il le traitement du règlement?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 6.8, sélectionnez **Oui** ou **Non**. Le règlement est l'extinction d'une obligation selon les termes du contrat sous-jacent. Pour en savoir plus, voir *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement* et la LAAPD.

Question 6.8.11 : Le demandeur comptabilise-t-il des crédits et des débits dans le compte d'une autre personne physique ou d'une autre entité (qui pourrait aussi être un FSP) pour lui permettre de régler une transaction?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.8 et 6.8.10, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 6.8.12 : Le demandeur procède-t-il à des ajustements de compte?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 6.8 et 6.8.10, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Section 7 : Renseignements sur les TEF, les monnaies et les exclusions

Donnez des précisions sur les activités associées aux paiements de détail du demandeur.

Question 7.1 : Le demandeur exécute-t-il des activités associées aux paiements de détail relativement à des TEF?*

Choisissez Oui ou Non.

Question 7.1.1 : Décrire les activités associées aux paiements de détail exécutées relativement à des TEF.*

Si vous avez répondu Oui à la question 7.1, décrivez dans le champ de texte en quoi les activités associées aux paiements de détail sont exécutées relativement à des TEF.

Question 7.1.2 : Indiquer les monnaies utilisées par le demandeur pour effectuer des TEF.*

Si vous avez répondu Oui à la question 7.1, sélectionnez dans la liste déroulante les monnaies que vous utilisez pour effectuer les TEF.

Question 7.2 : Les fonctions de paiement exécutées par le demandeur liées à un TEF sont-elles effectuées dans un système en boucle fermée?*

Si vous avez répondu Oui à la question 7.1, sélectionnez Oui ou Non. Pour en savoir plus, voir [Les critères d'enregistrement des FSP](#) et la LAAPD. Il est possible que la réponse concerne seulement certaines fonctions de paiement exécutées par le demandeur.

Question 7.3 : Les fonctions de paiement exercées par le demandeur sont-elles exécutées relativement à un TEF effectué pour donner effet à un contrat financier admissible, au sens du paragraphe 39.15(9) de la [Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada](#), ou à une opération relative à des valeurs mobilières prévue par règlement?*

Si vous avez répondu Oui à la question 7.1, sélectionnez Oui ou Non. Pour en savoir plus, voir [Les critères d'enregistrement des FSP](#) et la LAAPD. Il est possible que la réponse concerne seulement certaines fonctions de paiement exécutées par le demandeur.

Question 7.4 : Les fonctions de paiement exercées par le demandeur se rapportent-elles à un TEF effectué afin de retirer des espèces à un guichet automatique?*

Si vous avez répondu Oui à la question 7.1, sélectionnez Oui ou Non. Pour en savoir plus, voir [Les critères d'enregistrement des FSP](#) et la LAAPD. Il est possible que la réponse concerne seulement certaines fonctions de paiement exécutées par le demandeur.

Question 7.5 : Les fonctions de paiement exécutées par le demandeur sont-elles liées à un TEF effectué au moyen d'un système désigné en vertu de l'article 4 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements*?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 7.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**. Pour en savoir plus, voir *Les critères d'enregistrement des FSP* et la LAAPD. Il est possible que la réponse concerne seulement certaines fonctions de paiement exécutées par le demandeur.

Question 7.6 : Les fonctions de paiement exécutées par le demandeur sont-elles exercées dans le cadre d'un TEF effectué entre entités affiliées? *

Si vous avez répondu **Oui** à la question 7.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**. Pour en savoir plus, voir *Les critères d'enregistrement des FSP* et la LAAPD. Il est possible que la réponse concerne seulement certaines fonctions de paiement exécutées par le demandeur

Question 7.6.1 : Le demandeur est-il l'une des entités affiliées?

Si vous avez répondu **Oui** à la question 7.6, choisissez **Oui** ou **Non**.

Question 7.6.2 : Y a-t-il un autre FSP qui exécute des fonctions de paiement relativement à ce TEF?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 7.6, choisissez **Oui** ou **Non**.

Question 7.7 : Indiquer si le demandeur qui exécute les activités associées aux paiements de détail est l'une des personnes physiques ou entités suivantes :*
Indiquez si vous faites partie de l'une des options de la liste déroulante. Vous pouvez sélectionner plusieurs options.

- Une banque
- Une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* dans le cadre des activités qu'il exerce au Canada
- Une coopérative de crédit, une caisse d'épargne et de crédit, une caisse populaire ou une société coopérative de crédit centrale régie par une loi provinciale ou une association régie par la *Loi sur les associations coopératives de crédit*
- Sa Majesté du chef d'une province ou son mandataire, s'ils acceptent les dépôts transférables par ordre
- Une société régie par la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou une société d'assurances régie par une loi provinciale
- Une société régie par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*
- Une société de fiducie régie par une loi provinciale
- Une société de prêt qui accepte les dépôts transférables par ordre et qui est régie par une loi provinciale
- L'Association canadienne des paiements
- La Banque du Canada
- Le système de la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT)
- Aucune de ces réponses

Section 8 : Portée géographique

Indiquez la portée géographique du demandeur.

Question 8.1 : Indiquer chacune des institutions financières au Canada où le demandeur a un compte bancaire et auxquelles il a recours pour la compensation et le règlement.*

Selectionnez toutes les institutions financières pertinentes dans la liste déroulante. Si l'institution financière n'apparaît pas dans la liste, cliquez sur « Ajouter une institution financière » pour l'ajouter.

Question 8.2 : Le demandeur a-t-il un établissement au Canada?*

Choisissez Oui ou Non.

Si vous avez répondu Oui, passez à la question 8.5. Si vous avez choisi Non, vous devez répondre aux questions 8.3 et 8.4.

Question 8.3 : Si l'établissement n'est pas situé au Canada, le demandeur offre-t-il des services à des personnes physiques ou à des entités au Canada?*

Si vous avez répondu Non à la question 8.2, sélectionnez Oui ou Non.

Question 8.4 : Si l'établissement n'est pas au Canada, le demandeur a-t-il un mandataire se trouvant au Canada qui est autorisé à accepter les avis fournis ou signifiés au titre de la LAAPD?*

Si vous avez répondu Non à la question 8.2, sélectionnez Oui ou Non.

Question 8.5 : Le demandeur est-il supervisé par un organisme de réglementation étranger relativement aux activités associées aux paiements de détail qu'il exécute?*

Choisissez Oui ou Non.

Si vous avez sélectionné Non, passez à la section 9.

Si vous avez répondu Oui, vous devez répondre aux questions 8.5.1 et 8.5.2.

Question 8.5.1 : Nom de l'organisme de réglementation*

Si vous avez répondu Oui à la question 8.5, sélectionnez l'organisme de réglementation étranger dans la liste déroulante ou indiquez son nom dans le champ de texte.

Question 8.5.2 : Fournir la liste des lois en vertu desquelles l'organisme de réglementation supervise le demandeur.*

Si vous avez répondu Oui à la question 8.5, indiquez dans le champ de texte les lois en vertu desquelles l'organisme de réglementation étrangère vous supervise.

Section 9 : Valeurs et volumes

Fournissez les mesures clés du demandeur liées aux valeurs et aux volumes. Consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*](#) pour obtenir d'autres indications sur la façon de déclarer les mesures quantitatives requises.

Question 9.1 : Le demandeur a-t-il commencé ses activités?*

Choisissez Oui ou Non.

Question 9.1.1 : Décrire les activités associées aux paiements de détail que le demandeur exécute ou prévoit exécuter.*

Décrivez les activités associées aux paiements de détail dans le champ de texte.

Question 9.2 : Consigner dans le tableau suivant la valeur moyenne des fonds détenus pour des utilisateurs finaux à la fin de chaque journée.

*Ne remplissez ce tableau que si vous avez répondu **Oui** à la question 9.1 (le demandeur a commencé ses activités), **Oui** à la question 8.2 (le demandeur a un établissement au Canada) et **Oui** à la question 6.5 (le demandeur détient des fonds au nom d'un utilisateur final).

	Valeur moyenne de l'ensemble des fonds détenus pour des utilisateurs finaux (dollars canadiens)	Valeur moyenne des fonds détenus pour des utilisateurs finaux se trouvant au Canada (dollars canadiens)
Mois 1		
Mois 2		
Mois 3		
Mois 4		
Mois 5		
Mois 6		
Mois 7		
Mois 8		
Mois 9		
Mois 10		
Mois 11		
Mois 12		

Pour ce tableau, indiquez des valeurs pour chacun des 12 derniers mois. Toutes les entrées doivent être inscrites sous forme de champ numérique. Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*](#).

Question 9.2.1 : Indiquer les monnaies dans lesquelles le demandeur a détenu les fonds des utilisateurs finaux au cours de l'année précédente ou, si le demandeur n'a exécuté aucune activité associée aux paiements de détail l'année précédente, indiquer les monnaies dans lesquelles il prévoit détenir les fonds des utilisateurs finaux au cours de sa première année à

exécuter des activités associées aux paiements de détail. Préciser la proportion des fonds détenus dans chacune de ces monnaies pour tous les utilisateurs finaux.*

Sélectionnez toutes les monnaies pertinentes dans la liste déroulante et inscrivez la proportion dans le champ de texte. Si une monnaie ne figure pas dans la liste, cliquez sur « Ajouter une monnaie » pour l'ajouter.

Pour cette question, indiquez les valeurs pour l'année précédente. Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

Question 9.2.2 : Indiquer les monnaies dans lesquelles le demandeur a détenu les fonds des utilisateurs finaux au cours de l'année précédente ou, si le demandeur n'a exécuté aucune activité associée aux paiements de détail l'année précédente, indiquer les monnaies dans lesquelles il prévoit détenir les fonds des utilisateurs finaux au cours de sa première année à exécuter des activités associées aux paiements de détail. Préciser la proportion des fonds détenus dans chacune de ces monnaies pour les utilisateurs finaux au Canada (pourcentage des fonds détenus dans chaque monnaie pour des utilisateurs finaux au Canada, par rapport au total des fonds détenus).*

Sélectionnez toutes les monnaies pertinentes dans la liste déroulante et inscrivez la proportion dans le champ de texte. Si une monnaie ne figure pas dans la liste, cliquez sur « Ajouter une monnaie » pour l'ajouter.

Pour cette question, indiquez les valeurs pour l'année précédente. Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

Question 9.2.3 : Indiquer les autres types d'instruments de réserve de valeur au moyen desquels le demandeur détient les fonds des utilisateurs finaux. S'il y en a plus qu'un, préciser la part de chaque instrument pour l'ensemble des fonds détenus par le demandeur.*

Cette question sert à vérifier si le FSP prévoit détenir des fonds sous forme d'actifs sûrs et liquides autres que des espèces ou quasi-espèces, selon la description à la section 3 de la ligne directrice *La protection des fonds des utilisateurs finaux*. Veuillez préciser dans le champ de texte en quoi consistent ces éventuels actifs sûrs et liquides. Précisez la part de ces actifs dans le champ numérique. Répondez **Non** si le FSP détiendra uniquement les fonds sous forme d'espèces ou quasi-espèces. Pour en savoir plus sur les instruments de réserve de valeur, consultez le [glossaire](#).

Question 9.3 : Consigner dans le tableau suivant la valeur moyenne des fonds détenus pour des utilisateurs finaux se trouvant au Canada à la fin de chaque journée.*

*Ne remplissez ce tableau que si vous avez répondu **Oui** à la question 9.1 (le demandeur a commencé ses activités), **Non** à la question 8.2 (le demandeur n'a pas d'établissement au Canada) et **Oui** à la question 6.5 (le demandeur détient des fonds au nom d'un utilisateur final).

	Valeur moyenne des fonds d'utilisateurs finaux se trouvant au Canada (dollars canadiens)
Mois 1	
Mois 2	
Mois 3	
Mois 4	
Mois 5	
Mois 6	
Mois 7	
Mois 8	
Mois 9	
Mois 10	
Mois 11	
Mois 12	

Dans ce tableau, indiquez des valeurs pour les 12 derniers mois. Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

Question 9.3.1 : Indiquer les monnaies dans lesquelles le demandeur a détenu les fonds des utilisateurs finaux au cours de l'année précédente ou, si le demandeur n'a exécuté aucune activité associée aux paiements de détail l'année précédente, indiquer les monnaies dans lesquelles il prévoit détenir les fonds des utilisateurs finaux au cours de sa première année à exécuter des activités associées aux paiements de détail. Préciser la proportion des fonds qui sont détenus dans chacune de ces monnaies pour des utilisateurs finaux au Canada (pourcentage des fonds détenus dans chaque monnaie pour des utilisateurs finaux au Canada, par rapport au total des fonds détenus).

Selectionnez toutes les monnaies pertinentes dans la liste déroulante. Si une monnaie ne figure pas dans la liste, cliquez sur « Ajouter une monnaie » pour l'ajouter.

Pour cette question, indiquez les valeurs pour l'année précédente. Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

Question 9.3.2 : Indiquer les autres types d'instruments de réserve de valeur au moyen desquels le demandeur détient les fonds des utilisateurs finaux. S'il y en a plus qu'un, préciser la part de chaque instrument pour l'ensemble des fonds détenus par le demandeur.*

Cette question sert à vérifier si le FSP prévoit détenir des fonds sous forme d'actifs sûrs et liquides autres que des espèces ou quasi-espèces, selon la description à la section 3 de la ligne directrice *La protection*

des fonds des utilisateurs finaux. Veuillez préciser dans le champ de texte en quoi consistent ces éventuels actifs sûrs et liquides. Précisez la part de ces actifs dans le champ numérique. Répondez **Non** si le FSP détiendra uniquement les fonds sous forme d'espèces ou quasi-espèces. Pour en savoir plus sur les instruments de réserve de valeur, consultez le [glossaire](#).

Question 9.4 : Incrire dans le tableau suivant le nombre et la valeur totale des TEF relativement auxquels une activité associée aux paiements de détail a été exécutée.

*Ne remplissez ce tableau que si vous avez répondu **Oui** à la question 9.1 (le demandeur a commencé ses activités) et **Oui** à la question 8.2 (le demandeur a un établissement au Canada).

	Nombre	Valeur en dollars canadiens	Nombre (utilisateurs finaux se trouvant au Canada)	Valeur en dollars canadiens (pour les utilisateurs finaux se trouvant au Canada)
Mois 1				
Mois 2				
Mois 3				
Mois 4				
Mois 5				
Mois 6				
Mois 7				
Mois 8				
Mois 9				
Mois 10				
Mois 11				
Mois 12				

Dans ce tableau, indiquez des valeurs pour chacun des 12 derniers mois. Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*](#).

Question 9.5 : Incrire dans le tableau suivant le nombre et la valeur totale des TEF relativement auxquels une activité associée aux paiements de détail a été exécutée.

*Ne remplissez ce tableau que si vous avez répondu **Oui** à la question 9.1 (le demandeur a commencé ses activités) et **Non** à la question 8.2 (le demandeur n'a pas d'établissement au Canada).

	Nombre (pour les utilisateurs finaux se trouvant au Canada)	Valeur en dollars canadiens (pour les utilisateurs finaux se trouvant au Canada)
Mois 1		
Mois 2		
Mois 3		
Mois 4		
Mois 5		
Mois 6		
Mois 7		
Mois 8		
Mois 9		
Mois 10		
Mois 11		
Mois 12		

Dans ce tableau, indiquez des valeurs pour les 12 derniers mois. Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

Question 9.6 : Indiquer la valeur moyenne prévue des fonds détenus pour des utilisateurs finaux à la fin de chaque journée.*

*Ne remplissez ce tableau que si vous avez répondu **Non** à la question 9.1 (le demandeur n'a pas commencé ses activités), **Oui** à la question 8.2 (le demandeur a un établissement au Canada) et **Oui** à la question 6.5 (le demandeur prévoit détenir des fonds au nom d'un utilisateur final).

Dans ce tableau, indiquez les valeurs pour l'année 1. Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

Question 9.6.1 : Prévisions pour l'année 1 (pour tous les utilisateurs finaux)*
Inscrivez la valeur prévue dans le champ numérique.

Question 9.6.2 : Prévisions pour l'année 1 (pour les utilisateurs finaux se trouvant au Canada)*
Inscrivez la valeur prévue dans le champ numérique.

Question 9.6.3 : Indiquer les monnaies prévues dans lesquelles les fonds des utilisateurs finaux seront détenus.*

Sélectionnez toutes les monnaies pertinentes dans la liste déroulante. Si une monnaie ne figure pas dans la liste, cliquez sur « Ajouter une monnaie » pour l'ajouter.

Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement.*](#)

Question 9.6.4 : Indiquer la proportion prévue des fonds détenus dans chacune des monnaies (en pourcentage) pour les utilisateurs finaux.*

Inscrivez la part prévue dans le champ numérique.

Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement.*](#)

Question 9.7 : Indiquer la valeur moyenne prévue des fonds détenus pour des utilisateurs finaux se trouvant au Canada à la fin de chaque journée.*

Ne fournissez la valeur moyenne prévue dans le champ numérique que si vous avez répondu **Non** à la question 9.1 (vous n'avez pas commencé vos activités), **Non** à la question 8.2 (vous n'avez pas d'établissement au Canada) et **Oui** à la question 6.5 (le demandeur prévoit détenir des fonds au nom d'un utilisateur final).

Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement.*](#)

Question 9.7.1 : Prévisions pour l'année 1 (pour les utilisateurs finaux se trouvant au Canada)*

Inscrivez la valeur prévue dans le champ numérique.

Question 9.7.2 : Indiquer les monnaies prévues dans lesquelles seront détenus les fonds des utilisateurs finaux se trouvant au Canada.*

Selectionnez toutes les monnaies pertinentes dans la liste déroulante. Si une monnaie ne figure pas dans la liste, cliquez sur « Ajouter une monnaie » pour l'ajouter.

Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement.*](#)

Question 9.7.3 : Indiquer la proportion prévue des fonds détenus dans chacune des monnaies (en pourcentage) pour les utilisateurs finaux se trouvant au Canada.*

Inscrivez la valeur prévue dans le champ numérique.

Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement.*](#)

Question 9.8 : Indiquer le nombre et la valeur prévus des TEF relativement auxquels une activité associée aux paiements de détail a été exécutée.*

Ne fournissez le nombre et la valeur prévus des TEF dans le champ numérique aux questions suivantes que si vous avez répondu **Non** à la question 9.1 (vous n'avez pas commencé vos activités) et **Oui** à la question 8.2 (vous avez un établissement au Canada).

Pour les questions suivantes, indiquez des valeurs pour l'année. Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement.*](#)

Question 9.8.1 : Prévisions pour l'année 1 : nombre*

Inscrivez le nombre prévu dans le champ numérique.

Question 9.8.2 : Prévisions pour l'année 1 : nombre (pour les utilisateurs finaux se trouvant au Canada)*

Inscrivez le nombre prévu dans le champ numérique.

Question 9.8.3 : Prévisions pour l'année 1 : valeur*

Inscrivez la valeur prévue dans le champ numérique.

Question 9.8.4 : Prévisions pour l'année 1 : valeur (pour les utilisateurs finaux se trouvant au Canada)*

Inscrivez la valeur prévue dans le champ numérique.

Question 9.9 : Indiquer le nombre et la valeur prévus des TEF relativement auxquels une activité associée aux paiements de détail a été exécutée pour des utilisateurs finaux se trouvant au Canada.*

Ne fournissez les nombres et les valeurs prévus des TEF dans le tableau suivant que si vous avez répondu **Non** à la question 9.1 (vous n'avez pas commencé vos activités) et **Non** à la question 8.2 (vous n'avez pas d'établissement au Canada).

Pour cette question, indiquez les valeurs pour l'année. Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

Question 9.9.1 : Prévisions pour l'année 1 : nombre (pour les utilisateurs finaux se trouvant au Canada)*

Inscrivez le nombre prévu dans le champ numérique.

Question 9.9.2 : Prévisions pour l'année 1 : valeur (pour les utilisateurs finaux se trouvant au Canada)*

Inscrivez la valeur prévue dans le champ numérique.

Section 10 : Utilisateurs finaux et interconnexion

Fournissez les mesures clés du demandeur (ubiquité et interconnexion). Consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*](#) pour obtenir d'autres indications sur la façon de déclarer les mesures quantitatives requises.

Question 10.1 : Le demandeur a-t-il commencé ses activités?*

Choisissez Oui ou Non.

Si vous avez choisi Oui, répondez aux questions 10.2 et 10.3. Si vous avez répondu Non, passez à la question 10.4.

Question 10.2 : Indiquer le nombre d'utilisateurs finaux pour lesquels le demandeur a exécuté une activité associée aux paiements de détail.*

Si vous avez répondu Oui à la question 10.1 (vous avez commencé vos activités) et Oui à la question 8.2 (vous avez un établissement au Canada), inscrivez le nombre d'utilisateurs finaux dans le champ numérique. Pour ce tableau, indiquez la valeur pour l'année précédente.

Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*](#).

Question 10.3 : Indiquer le nombre d'utilisateurs finaux pour lesquels le demandeur a exécuté une activité associée aux paiements de détail.*

Si vous avez répondu Oui à la question 10.1 (vous avez commencé vos activités) et Non à la question 8.2 (vous n'avez pas d'établissement au Canada), inscrivez la valeur de l'année précédente dans le champ numérique. Veuillez fournir uniquement les renseignements concernant vos utilisateurs finaux se trouvant au Canada.

Pour ce tableau, indiquez la valeur pour l'année précédente. Inscrivez-la dans la première case et laissez les autres cases vides.

Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*](#).

Si vous avez répondu Non à la question 10.1 (vous n'avez pas commencé vos activités), répondez aux questions 10.4 et 10.5.

Question 10.4 : Indiquer le nombre prévu d'utilisateurs finaux pour lesquels le demandeur prévoit exécuter une activité associée aux paiements de détail au cours de la prochaine année.*

Si vous avez répondu Non à la question 10.1 (vous n'avez pas commencé vos activités) et Oui à la question 8.2 (vous avez un établissement au Canada), indiquez le nombre prévu pour la première année d'activité dans le champ numérique.

Pour d'autres renseignements, consultez la politique [*La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*](#).

Question 10.4.1 : Prévisions pour l'année 1*

Inscrivez le nombre prévu dans le champ numérique.

Question 10.5 : Indiquer le nombre prévu d'utilisateurs finaux pour lesquels le demandeur prévoit exécuter une activité associée aux paiements de détail au cours de la prochaine année.*

Si vous avez répondu **Non** à la question 10.1 (vous n'avez pas commencé vos activités) et **Non** à la question 8.2 (vous n'avez pas d'établissement au Canada), indiquez le nombre et la valeur annuels prévus pour la première année d'activité dans le champ numérique. Veuillez fournir uniquement les renseignements concernant vos utilisateurs finaux se trouvant au Canada. Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

Question 10.5.1 : Prévisions pour l'année 1*

Inscrivez le nombre prévu dans le champ numérique. Si vous avez un établissement au Canada, répondez aux questions 10.6 et 10.7.

Question 10.6 : Indiquer le nom de tout autre FSP pour qui le demandeur a exécuté des activités associées aux paiements de détail au cours des deux dernières années.

Si vous avez répondu **Oui** à la question 8.2 (vous avez un établissement au Canada), fournissez la liste des autres FSP.

S'il n'y a pas d'autre FSP pour qui vous avez exécuté des activités associées aux paiements de détail, cliquez sur « Ajouter un fournisseur de services de paiement », puis écrivez « Aucun » dans le champ de texte pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

Question 10.7 : Indiquer le nom de tout autre FSP pour qui le demandeur prévoit exécuter des activités associées aux paiements de détail au cours des deux prochaines années.

Si vous avez répondu **Oui** à la question 8.2 (vous avez un établissement au Canada), fournissez la liste des autres FSP.

S'il n'y a pas d'autre FSP pour qui vous prévoyez exécuter des activités associées aux paiements de détail, cliquez sur « Ajouter un fournisseur de services de paiement », puis écrivez « Aucun » dans le champ de texte pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*. Si vous avez un établissement à l'extérieur du Canada, répondez aux questions 10.8 et 10.9.

Question 10.8 : Indiquer le nom de tout autre FSP qui a un établissement au Canada pour qui le demandeur a exécuté des activités associées aux paiements de détail au cours des deux dernières années.*

Si vous avez répondu **Non** à la question 8.2 (vous n'avez pas d'établissement au Canada), fournissez la liste des autres FSP. Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

S'il n'y a pas d'autre FSP pour qui vous avez exécuté des activités associées aux paiements de détail, cliquez sur « Ajouter un fournisseur de services de paiement », puis écrivez « Aucun » dans le champ de texte pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 10.9 : Indiquer le nom de tout autre FSP qui a un établissement au Canada pour qui le demandeur prévoit exécuter des activités associées aux paiements de détail au cours des deux prochaines années.*

Si vous avez répondu **Non** à la question 8.2 (vous n'avez pas d'établissement au Canada), fournissez la liste des autres FSP.

S'il n'y a pas d'autre FSP pour qui vous prévoyez exécuter des activités associées aux paiements de détail, cliquez sur « Ajouter un fournisseur de services de paiement », puis écrivez « Aucun » dans le champ de texte pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Pour d'autres renseignements, consultez la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

Section 11 : Cadre de gestion des risques et de réponse aux incidents

Fournissez les détails du cadre de gestion des risques et de réponse aux incidents du demandeur.

Question 11.1 : Le demandeur a-t-il mis en place, ou prévoit-il mettre en place, un cadre de la gestion des risques et de réponse aux incidents?*

Choisissez Oui ou Non.

Section 12 : Renseignements personnels et financiers

Décrivez l'approche du demandeur concernant les renseignements personnels et financiers de ses utilisateurs finaux se trouvant au Canada, de ses employés ou de ses partenaires commerciaux.

Question 12.1 : Le demandeur recueille-t-il ou prévoit-il recueillir des renseignements personnels ou financiers relativement à ses utilisateurs finaux se trouvant au Canada, ses employés et ses partenaires commerciaux?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez choisi **Oui**, répondez aux questions 12.1.1 à 12.1.10. Si vous avez répondu **Non**, passez à la question 12.2.

Pour chaque catégorie, fournissez les renseignements demandés.

Question 12.1.1 : Renseignements identificateurs de ses utilisateurs finaux se trouvant au Canada, ses employés et ses partenaires commerciaux?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.1, répondez **Oui** ou **Non** à cette question.

Question 12.1.2 : Dans l'affirmative, indiquer les fins auxquelles les renseignements sont recueillis.*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 12.1 et 12.1.1, inscrivez dans le champ de texte la raison pour laquelle ces renseignements ont été ou seront recueillis.

Question 12.1.3 : Données financières, y compris des renseignements confidentiels sur les comptes, de ses utilisateurs finaux se trouvant au Canada, de ses employés et de ses partenaires commerciaux?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 12.1.4 : Dans l'affirmative, indiquer les fins auxquelles les renseignements sont recueillis.*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 12.1 et 12.1.3, inscrivez dans le champ de texte la raison pour laquelle ces renseignements ont été ou seront recueillis.

Question 12.1.5 : Communications privées avec ses utilisateurs finaux se trouvant au Canada, ses employés et ses partenaires commerciaux?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 12.1.6 : Dans l'affirmative, indiquer les fins auxquelles les renseignements sont recueillis.*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 12.1 et 12.1.5, inscrivez dans le champ de texte la raison pour laquelle ces renseignements ont été ou seront recueillis.

Question 12.1.7 : Le demandeur recueille-t-il des données de géolocalisation de ses utilisateurs finaux, de ses employés ou de ses partenaires commerciaux?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 12.1.8 : Dans l'affirmative, fins auxquelles les renseignements sont recueillis.*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 12.1 et 12.1.7, inscrivez dans le champ de texte la raison pour laquelle ces renseignements ont été ou seront recueillis.

Question 12.1.9 : Autre (veuillez préciser)*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.1 et que vous recueillez des renseignements qui n'ont pas déjà été indiqués aux points 12.1.1 à 12.1.8, sélectionnez **Oui** et fournissez des détails sur ces autres renseignements à la question 12.1.10.

Question 12.1.10 : Dans l'affirmative, indiquer les fins auxquelles les renseignements sont recueillis.*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 12.1 et 12.1.9, inscrivez dans le champ de texte la raison pour laquelle ces renseignements ont été ou seront recueillis.

Question 12.2 : Le demandeur entrepose-t-il ou traite-t-il, ou prévoit-il entreposer ou traiter, des données de l'une ou l'autre des catégories suivantes au sujet de ses utilisateurs finaux se trouvant au Canada, de ses employés ou de ses partenaires commerciaux : renseignements identificateurs, données financières (notamment les renseignements confidentiels sur les comptes), communications privées ou données de géolocalisation? *

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez répondu **Non**, passez à la question 12.3.

Question 12.2.1 : Indiquer tous les pays où le demandeur entreposera ou traitera, ou prévoit entreposer ou traiter, les renseignements des catégories mentionnées précédemment.*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.2, sélectionnez tous les pays pertinents dans la liste déroulante.

Question 12.3 : Le demandeur donne-t-il accès ou prévoit-il donner accès à une personne physique ou à une entité (autre que ses employés ou mandataires), à des données de l'une ou l'autre des catégories suivantes au sujet de ses utilisateurs finaux se trouvant au Canada, de ses employés ou de ses partenaires commerciaux : renseignements identificateurs, données financières (notamment les renseignements confidentiels sur les comptes), communications privées ou données de géolocalisation?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez sélectionné **Oui**, répondez aux questions 12.3.1 à 12.3.6. Si vous avez répondu **Non**, passez à la section 13.

Notons que cette question ne concerne pas les renseignements fournis aux employés d'une entité décrite à l'article 9 de la LAAPD.

Question 12.3.1 : Nom de la personne physique ou de l'entité*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.3, indiquez les noms complets de la ou des personnes physiques ou entités dans le champ de texte. Vous pouvez ajouter plusieurs noms à l'aide du bouton « Ajouter ».

Question 12.3.2 : S'agit-il d'une personne physique ou d'une entité?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.3, sélectionnez **Personne physique** ou **Entité** dans la liste déroulante.

Question 12.3.3 : Adresse postale*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.3, indiquez l'adresse complète de la ou des personnes physiques ou entités dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 12.3.4 : L'adresse du siège social est-elle la même que l'adresse postale indiquée précédemment?*

Choisissez **Oui** ou **Non**. Si vous avez répondu **Oui**, passez à la question 12.3.4.

Question 12.3.5 : Adresse du siège social*

Si vous avez répondu **Non** à la question 12.3.4, indiquez l'adresse complète du siège social de la ou des personnes physiques ou entités dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 12.3.6 : Numéro de téléphone (y compris l'indicatif de pays, l'indicatif régional et le numéro de poste, s'il y a lieu)*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.3, indiquez le numéro de téléphone de la ou des personnes physiques ou entités dans le champ « Numéro de téléphone ». Exemples :

Numéro de téléphone nord-américain : xxx-xxx-xxxx + poste

Numéro de téléphone international : (indicatif de pays) xxx-xxx-xxxx + poste

Question 12.3.7 : Adresse électronique*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 12.3, indiquez dans le champ de texte l'adresse électronique de la ou des personnes physiques ou entités dans le format approprié. Exemple : personnephysique@fournisseur.net

Question 12.3.8 : Pays de résidence et de citoyenneté, de constitution ou d'autre formation (selon le cas)*

Si vous avez sélectionné **Oui** à la question 12.3, sélectionnez le pays dans la liste déroulante.

Section 13 : Tiers fournisseurs de services

Fournissez des renseignements sur le ou les tiers fournisseurs de services du demandeur. Pour en savoir plus sur les tiers fournisseurs de services, consultez [Les critères d'enregistrement des FSP](#).

Question 13.1 : Le demandeur a-t-il des tiers fournisseurs de services qui lui fournissent ou lui fourniront des services en ce qui concerne les fonctions de paiement de détail?*

Choisissez Oui ou Non.

Si vous avez sélectionné Non, passez à la section 14.

Question 13.1.1 : Est-ce qu'un tiers fournisseur de services a (ou aura) un effet important sur les risques opérationnels du demandeur ou sur la manière dont il protège (ou prévoit protéger) les fonds des utilisateurs finaux?*

Si vous avez répondu Oui à la question 13.1, sélectionnez Oui ou Non.

Pour répondre à cette question, vous devez vous demander si une entrave, une perturbation ou une interruption d'un service fourni par un tiers fournisseur de services aurait une incidence importante sur votre capacité à effectuer des activités associées aux paiements de détail, à repérer et à atténuer les risques opérationnels, à protéger les actifs et les processus d'affaires ou à protéger les fonds des utilisateurs finaux.

Donnez les renseignements concernant chaque tiers fournisseur de services qui a ou aura un effet important sur les risques opérationnels du demandeur ou sur la manière dont ce dernier protège ou prévoit protéger les fonds des utilisateurs finaux.

S'il y a plus de cinq tiers fournisseurs de services, remplir un modèle de fichier CSV et le téléverser.

Question 13.2 : Quelle est la langue de préférence du tiers fournisseur de services?*

Si vous avez répondu Oui aux questions 13.1 et 13.1.1, sélectionnez la langue de préférence du tiers fournisseur de services : Anglais, Français ou Bilingue.

Question 13.2.1 : Nom légal anglais complet du tiers fournisseur de services*

Si vous avez répondu Oui à la question 13.1.1 et si vous avez choisi Anglais ou Bilingue à la question 13.2, ajoutez le nom légal anglais complet du tiers fournisseur de services dans le champ de texte.

Question 13.2.2 : Nom légal français complet du tiers fournisseur de services*

Si vous avez répondu Oui à la question 13.1.1 et si vous avez choisi Français ou Bilingue à la question 13.2, ajoutez le nom légal français complet du tiers fournisseur de services dans le champ de texte.

Question 13.2.3 : Le tiers fournisseur de services a-t-il d'autres noms sous lesquels il exerce ses activités?*

Choisissez Oui ou Non. Par exemple, le tiers fournisseur de services peut enregistrer son entreprise sous le nom de « ABC inc. », qui est son nom légal, mais son nom commercial pourrait être « Les paiements ABC ».

Question 13.2.4 : Autres noms commerciaux*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.1.1 et 13.2.3, indiquez les autres noms commerciaux des tiers fournisseurs de services dans le champ de texte.

Question 13.2.5 : Indiquer chaque fonction de paiement de détail pour laquelle le tiers fournisseur de services fournit ou fournira des services au demandeur.

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.1.1, sélectionnez une réponse dans la liste déroulante :

- Fourniture ou tenue de comptes de paiement
- Détenzione de fonds d'utilisateurs finaux
- Initiation de paiements
- Autorisation, transmission, réception ou facilitation d'instructions liées à un TEF
- Compensation ou règlement
- Aucune

Question 13.2.6 : Fournir la liste des services associés à chacune des fonctions de paiement de détail que le tiers fournisseur de services exécute (ou exécutera) pour le compte du demandeur.*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.1.1, indiquez les services dans le champ de texte.

Question 13.2.7 : Quelle est l'adresse municipale du tiers fournisseur de services?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.1.1, indiquez l'adresse municipale complète des tiers fournisseurs de services dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 13.2.8 : L'adresse du siège social du tiers fournisseur de services est-elle la même que l'adresse municipale indiquée précédemment?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 13.1.1 et 13.2.7, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 13.2.9 : Adresse du siège social*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.1.1 et **Non** à la question 13.2.8, indiquez l'adresse complète du siège social des tiers fournisseurs de services dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État

- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 13.2.10 : L'adresse postale principale du tiers fournisseur de services est-elle la même que l'adresse municipale indiquée précédemment?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 13.1 et 13.1.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 13.2.11 : Adresse postale*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.1 et **Non** à la question 13.2.10, indiquez l'adresse postale complète du siège social des tiers fournisseurs de services dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 13.2.12 : Quel est le numéro de téléphone du tiers fournisseur de services?*

Inscrivez le numéro de téléphone du tiers fournisseur de services (y compris l'indicatif de pays, l'indicatif régional et le numéro de poste, s'il y a lieu) dans le champ approprié. Exemples :

Numéro de téléphone nord-américain : xxx-xxx-xxxx + poste

Numéro de téléphone international : (indicatif de pays) xxx-xxx-xxxx + poste

Question 13.2.13 : Quelle est l'adresse électronique du tiers fournisseur de services?*

Indiquez dans le champ de texte les adresses électroniques des tiers fournisseurs de services dans le format approprié. Exemple : tiers@fournisseur.net

Question 13.2.14 : Le tiers fournisseur de services a-t-il un site Web d'entreprise actif?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.1.1, sélectionnez **Oui** dans la liste déroulante si le tiers fournisseur de services a un site Web d'entreprise actif, ou **En cours de préparation** si un site Web d'entreprise est en cours de préparation, ou **Non** si aucun site Web d'entreprise n'est en cours de préparation.

Question 13.2.15 : Adresse du site Web d'entreprise*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 13.1.1 et 13.2.14, indiquez l'adresse du site Web dans le champ de texte.

Question 13.2.16 : Rôle du tiers fournisseur de services*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 13.1.1 et 13.1, utilisez la liste déroulante pour indiquer les risques réels ou potentiels induits par le tiers fournisseur de services relativement aux aspects suivants :

- Risque opérationnel
- Protection des fonds des utilisateurs finaux
- Autre

Vous pouvez choisir plus d'une option.

Question 13.2.17 : Décrire les services que les tiers fournisseurs de services fournissent (ou fourniront) au demandeur, en ce qui concerne les activités associées aux paiements de détail, qui ont (ou auront) une incidence importante sur le risque opérationnel du demandeur.*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 13.1 et 13.1.1 et que le demandeur a sélectionné **Risque opérationnel** ou **Protection des fonds des utilisateurs finaux** à la question 13.2.16, indiquez votre réponse dans le champ de texte.

Question 13.2.18 : Préciser l'emplacement géographique des technologies utilisées par les tiers fournisseurs de services du demandeur, en ce qui concerne les activités de paiement de détail qu'ils exécutent ou exécuteront pour le compte du demandeur, ou l'endroit où ils stockent ou prévoient de stocker les données des utilisateurs finaux, qui ont ou auront une incidence importante sur le risque opérationnel du demandeur.*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 13.1 et 13.1.1 et que le demandeur a sélectionné **Risque opérationnel** ou **Protection des fonds des utilisateurs finaux** à la question 13.2.16, sélectionnez le ou les emplacements géographiques dans la liste de codes de pays ISO.

Question 13.2.19 : Le tiers fournisseur de services entrepose-t-il ou traite-t-il, ou prévoit-il entreposer ou traiter, des données de l'une ou l'autre des catégories suivantes au sujet de ses utilisateurs finaux se trouvant au Canada, de ses employés ou de ses partenaires commerciaux : renseignements identificateurs, données financières (notamment les renseignements confidentiels sur les comptes), communications privées ou données de géolocalisation?

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.1.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 13.2.20 : Indiquer tous les pays où le tiers fournisseur de services entreposera ou traitera, ou prévoit entreposer ou traiter, les renseignements des catégories mentionnées précédemment.*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.1.1 et 13.2.9, sélectionnez tous les emplacements géographiques pertinents dans la liste déroulante.

Question 13.2.21 : Le demandeur donne-t-il accès ou prévoit-il donner accès à un tiers fournisseur de services à des données de l'une ou l'autre des catégories suivantes : renseignements identificateurs, données financières (notamment les renseignements confidentiels sur les comptes), communications privées ou données de géolocalisation?*

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 13.1 et 13.1.1, sélectionnez **Oui** ou **Non**.

Question 13.2.22 : Le tiers fournisseur de services est-il une personne physique ou une entité?*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.1, 13.1.1 et 13.2.21, sélectionnez **Personne physique** ou **Entité** dans la liste déroulante.

Question 13.2.23 : Pays de résidence et de citoyenneté, de constitution ou autre (selon le cas)*
Si vous avez répondu **Oui** aux questions 13.1, 13.1.1 et 13.2.21, sélectionnez la réponse dans la liste déroulante des pays. Vous pouvez sélectionner autant de pays que nécessaire.

Question 13.3 : Le demandeur agit-il en tant que tiers fournisseur de services pour un autre FSP?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Si vous avez choisi **Oui**, répondez à la question 13.3.1. Si vous avez répondu **Non**, passez à la section 14.

Question 13.3.1 : Nom de l'autre FSP*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 13.3, indiquez le nom de l'autre FSP dans le champ de texte.

Section 14 : Mandataires

Fournissez des renseignements sur les mandataires. Pour en savoir plus sur les mandataires, consultez [Les critères d'enregistrement des FSP](#).

Question 14.1 : Le demandeur a-t-il des mandataires qui exécutent des activités associées aux paiements de détail dans le cadre de leur mandat?*

Choisissez Oui ou Non.

Si vous avez répondu Non, passez à la section 15.

Si vous avez répondu Oui à la question 8.4, veuillez noter que la réponse à cette question sera automatiquement Oui, indiquant ainsi que vous recourez à des mandataires pour exécuter des activités associées aux paiements de détail.

Si vos mandataires exécutent des activités associées aux paiements de détail dans le cadre de leur mandat, cliquez sur « Ajouter un mandataire » et inscrivez leurs coordonnées.

Si votre mandataire autorisé à accepter les avis fournis ou signifiés au titre de la LAAPD n'exécute pas d'activités associées aux paiements de détail dans le cadre de leur mandat, cliquez sur « Ajouter un mandataire » et inscrivez « Aucun » dans le champ de texte pour poursuivre. A la place, indiquez les coordonnées de votre mandataire dans le champ de texte de la section 18.

Question 14.2 : Fournir les renseignements au sujet de chaque mandataire. S'il y a plus de cinq mandataires, remplir un modèle de fichier CSV et le téléverser.

Si vous avez répondu Oui à la question 14.1, utilisez le bouton « Ajouter un mandataire » pour ajouter tous les mandataires.

S'il y a plus de cinq mandataires, remplir un modèle de fichier CSV et le téléverser.

Question 14.2.1 : S'agit-il d'un mandataire?*

Sélectionnez Mandataire dans la liste déroulante.

Question 14.2 : Quelle est la langue de préférence du mandataire?*

Sélectionnez la langue de préférence : Anglais, Français ou Bilingue.

Question 14.2.3 : Nom légal anglais complet du mandataire*

Si vous avez choisi Anglais ou Bilingue à la question 14.2.2, ajoutez le nom légal anglais complet du mandataire dans le champ de texte.

Question 14.2.4 : Nom légal français complet du mandataire*

Si vous avez choisi Français ou Bilingue à la question 14.2.2, ajoutez le nom légal français complet du mandataire dans le champ de texte.

Question 14.2.5 : Le mandataire exécute-t-il ou prévoit-il exécuter des activités associées aux paiements de détail dans le cadre de son mandat à titre de mandataire du demandeur sous d'autres noms?*

Choisissez Oui ou Non.

Question 14.2.6 : Autres noms commerciaux*

Si vous avez répondu **Oui** à la question 14.2.5, indiquez les autres noms commerciaux du mandataire dans le champ de texte.

Question 14.3 : Quelle est l'adresse municipale du mandataire ou de son siège social (s'il y a lieu)?*

Indiquez l'adresse municipale complète du mandataire ou de son siège social dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 14.3.1 : S'agit-il d'une maison d'habitation?

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Question 14.3.2 : L'adresse postale principale du mandataire est-elle la même que l'adresse municipale indiquée précédemment?*

Choisissez **Oui** ou **Non**.

Question 14.3.3 : Adresse postale principale*

Si vous avez répondu **Non** à la question 14.3.2, indiquez l'adresse postale complète dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 14.3.4 : L'adresse du mandataire pour l'exécution des activités associées aux paiements de détail (au nom du demandeur) est-elle la même que l'adresse municipale ou l'adresse postale ci-dessus?*

À l'aide de la liste déroulante, indiquez si l'adresse du mandataire pour effectuer les activités associées aux paiements de détail est la **même que l'adresse postale** ou la **même que l'adresse du siège social**, ou choisissez **Non** si l'adresse postale est différente.

Question 14.3.5 : Adresse pour l'exécution des activités associées aux paiements de détail*

Si vous avez répondu **Non** à la question 14.3.4, indiquez l'adresse complète dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Vous pouvez utiliser le bouton « Ajouter » si vous avez plusieurs adresses à fournir pour chaque mandataire.

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 14.3.6 : Quel est le numéro de téléphone du mandataire (y compris l'indicatif de pays, l'indicatif régional et le numéro de poste, s'il y a lieu)?*

Indiquez les numéros de téléphone du mandataire dans le champ « Numéro de téléphone », y compris les indicatifs de pays et l'indicatif régional (le cas échéant). Exemples :

Numéro de téléphone nord-américain : xxx-xxx-xxxx + poste

Numéro de téléphone international : (indicatif de pays) xxx-xxx-xxxx + poste

Question 14.3.7 : Quelle est l'adresse électronique du mandataire?*

Indiquez dans le champ de texte l'adresse électronique du mandataire dans le format approprié. Exemple : mandataire@fournisseur.net

Question 14.3.8 : Le mandataire a-t-il un site Web d'entreprise actif?*

Selectionnez l'une des options de la liste pour indiquer **Oui**, **Non** ou **En cours de préparation**.

Question 14.3.9 : Adresse du site Web

Si vous avez répondu **Oui** à la question 14.3.8, indiquez l'adresse du site Web du mandataire dans le champ de texte.

Question 14.3.10 : Décrire les activités associées aux paiements de détail exécutées par le mandataire pour le compte du demandeur.*

Selectionnez toutes les activités associées aux paiements de détail fournies par le mandataire en votre nom parmi les options de la liste déroulante :

- Fourniture ou tenue de comptes de paiement
- Détenzione de fonds d'utilisateurs finaux
- Initiation de paiements
- Autorisation, transmission, réception ou facilitation d'instructions liées à des paiements
- Compensation ou règlement de paiements

Question 14.4 : Le demandeur a-t-il agi (ou prévoit-il agir) à titre de mandataire pour un autre FSP au cours des deux années précédentes (ou suivantes)? *

Choisissez Oui ou Non. Si votre réponse est Non, passez à la section 16.

Question 14.4.1 : Nom de l'autre FSP*

Si vous avez répondu Oui à la question 14.4, indiquez le nom des autres FSP dans le champ de texte.

Section 15 : Entités affiliées

Fournissez des renseignements sur les entités affiliées. Pour en savoir plus, consultez [Les critères d'enregistrement des FSP](#), la LAAPD et le glossaire sur la supervision des paiements de détail.

Question 15.1 : Le demandeur a-t-il des entités affiliées?*

Choisissez Oui ou Non.

Si vous avez répondu Non, passez à la section 16.

Question 15.2 : Fournir les renseignements au sujet de chaque entité affiliée. S'il y a plus de cinq entités affiliées, remplir un modèle de fichier CSV et le téléverser.

Si vous avez répondu Oui à la question 15.1, fournissez les renseignements des entités affiliées. Utilisez le bouton « Ajouter une entité affiliée » pour fournir les renseignements de toutes les entités affiliées.

Question 15.2.1 : Quelle est la langue de préférence de l'entité affiliée?*

À l'aide de la liste déroulante, sélectionnez la langue de préférence des entités affiliées : Anglais, Français ou Bilingue.

Question 15.2.2 : Nom légal anglais complet de l'entreprise*

Si vous avez choisi Anglais ou Bilingue à la question 15.2.1, ajoutez le nom légal complet Anglais de l'entité affiliée dans le champ de texte.

Question 15.2.3 : Nom légal français complet de l'entreprise*

Si vous avez choisi Français ou Bilingue à la question 15.2.1, ajoutez le nom légal complet Français de l'entité affiliée dans le champ de texte.

Question 15.2.4 : L'entité affiliée a-t-elle d'autres noms sous lesquels elle exécute ou prévoit exécuter des activités associées aux paiements de détail dans le cadre d'un service ou d'une activité commerciale?

Choisissez Oui ou Non.

Le nom commercial peut être différent du nom légal. Par exemple, l'entité affiliée peut enregistrer son entreprise sous le nom de « ABC inc. », qui est son nom légal, mais son nom commercial pourrait être « Les paiements ABC ».

Question 15.2.5 : Autres noms commerciaux*

Si vous avez répondu Oui à la question 15.2.4, indiquez les noms commerciaux dans le champ de texte.

Question 15.3 : Quelle est l'adresse municipale de l'entité affiliée?*

Indiquez l'adresse municipale complète de l'entité affiliée dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP

- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 15.3.1 : L'adresse postale de l'entité affiliée est-elle la même que l'adresse municipale indiquée précédemment?*

Choisissez Oui ou Non.

Question 15.3.2 : Adresse postale*

Si vous avez répondu Non à la question 15.3.1, indiquez l'adresse postale complète de l'entité affiliée dans le champ de texte, y compris les éléments suivants :

- Numéro d'appartement ou de bureau (le cas échéant)
- Boîte postale (le cas échéant)
- Numéro municipal
- Nom complet de la rue
- Ville
- Province, territoire ou État
- Code postal ou code ZIP
- Pays ou territoire
- District (le cas échéant)

Exemple : Jean Robert, bureau 1, 123, rue Principale, Ville (Ontario) A1A 1A1, Canada

Si la mention d'une province, d'un territoire ou d'un État ne s'applique pas à votre situation, veuillez inscrire « S.O. » dans le champ en question pour pouvoir passer à l'étape suivante.

Question 15.3.3 : Quel est le numéro de téléphone de l'entité affiliée (y compris l'indicatif de pays, l'indicatif régional et le numéro de poste, s'il y a lieu)?*

Indiquez les numéros de téléphone de l'entité affiliée dans le champ « Numéro de téléphone », y compris l'indicatif de pays et l'indicatif régional (le cas échéant). Exemples :

Numéro de téléphone nord-américain : xxx-xxx-xxxx + poste

Numéro de téléphone international : (indicatif de pays) xxx-xxx-xxxx + poste

Question 15.3.4 : Quelle est l'adresse électronique de l'entité affiliée?*

Indiquez dans le champ de texte l'adresse électronique de la ou des entités affiliées dans le format approprié. Exemple : entiteaffiliée@fournisseur.net

Question 15.3.5 : Adresse du site Web de l'entité affiliée (s'il y a lieu)

Indiquez l'adresse du site Web de l'entité affiliée dans le champ de texte.

Question 15.4 : Quel est le pays de résidence de l'entité affiliée?*

Sélectionnez le ou les pays de résidence ou de constitution de l'entité affiliée ou des entités affiliées dans la liste déroulante.

Le pays de résidence d'une entité est le pays où elle est enregistrée.

Question 15.5 : Fournir un organigramme présentant la relation entre le demandeur et l'entité affiliée.*

Téléversez un PDF de votre organigramme présentant votre relation avec l'entité affiliée ou les entités affiliées. Pour pouvoir téléverser plusieurs documents, il faut les combiner dans un seul fichier PDF.

Question 15.6 : Décrire les activités associées aux paiements de détail exécutées par l'entité affiliée.*

Dressez dans le champ de texte la liste de toutes les activités associées aux paiements de détail que l'entité affiliée ou les entités affiliées exécutent en votre nom.

Section 16 : Déclaration relative à CANAFE

Utilisez cette section pour déclarer une inscription auprès de CANAFE.

Question 16.1 : Le demandeur est-il inscrit auprès du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE)?*

Choisissez Oui ou Non.

Question 16.1.1 : Numéro d'inscription auprès de CANAFE

Si vous avez répondu Oui à la question 16.1, entrez votre numéro d'inscription auprès de CANAFE dans le champ numérique.

Question 16.1.2 : Date d'inscription auprès de CANAFE

Si vous avez répondu Oui à la question 16.1, inscrivez la date d'inscription auprès de CANAFE en format AAAA-MM-JJ. Pour reculer dans les mois et années du calendrier, sélectionnez le mois affiché et cliquez sur les flèches pour changer de période.

Section 17 : Enregistrement dans une province ou un territoire

Utilisez cette section pour déclarer tout enregistrement dans une province ou un territoire qui réglemente directement les activités associées aux paiements de détail.

Question 17.1 : Le demandeur a-t-il présenté une demande d'enregistrement au titre d'une loi provinciale ou territoriale concernant les activités associées aux paiements de détail?*

Choisissez Oui ou Non.

Question 17.1.1 : Dans quelle province ou dans quel territoire le demandeur a-t-il présenté une demande d'enregistrement?*

Si vous avez répondu Oui à la question 17.1, indiquez à l'aide de la liste déroulante toutes les provinces ou tous les territoires dans lesquels vous avez présenté une demande.

Remarque : Vous pouvez utiliser le bouton « Ajouter » pour inclure plus d'une province ou d'un territoire.

Question 17.2 : Le demandeur est-il enregistré au titre d'une loi provinciale ou territoriale concernant les activités associées aux paiements de détail?*

Choisissez Oui ou Non.

Question 17.2.1 : Dans quelle province ou dans quel territoire le demandeur est-il enregistré?*

Si vous avez répondu Oui à la question 17.2, indiquez toutes les provinces ou tous les territoires dans lesquels vous êtes enregistré à l'aide de la liste déroulante.

Remarque : Vous pouvez utiliser le bouton « Ajouter » pour inclure plus d'une province ou d'un territoire.

Section 18 : Paiement des droits d'enregistrement et envoi de la demande

Utilisez cette section pour payer les droits d'enregistrement et soumettre la demande.

Question 18.1 : Incrire toute note ou tout commentaire supplémentaire que le demandeur aimerait fournir à la Banque au sujet de sa demande ou du rôle de supervision des paiements de détail de la Banque.

Vous pouvez fournir dans le champ de texte des notes ou des commentaires supplémentaires à la Banque du Canada au sujet de votre demande ou du programme de supervision des paiements de détail.

Question 18.2 : Sélectionner le mode de paiement de préférence du demandeur pour les droits d'enregistrement.*

Sélectionnez le mode de paiement de préférence à l'aide de la case à cocher. Pour en savoir plus, voir la politique [Les droits d'enregistrement](#). Pour le paiement des droits d'enregistrement par carte, la Banque accepte Visa, Mastercard, Discover, UnionPay, Visa Debit et Mastercard Debit.

Question 18.3 : Soumettre la demande

Avant de soumettre votre demande, assurez-vous qu'elle est complète et que votre paiement a été traité. Votre demande sera envoyée à l'équipe du programme de la supervision des paiements de détail lorsque vous cliquerez sur « Soumettre la demande ».

Téléchargement du formulaire de demande

Après avoir envoyé votre formulaire de demande, vous pouvez le consulter sous « Détails de l'enregistrement ». Vous pouvez aussi le télécharger en cliquant sur « Afficher la demande », puis sur « Télécharger la demande d'enregistrement » sous la section « Résumé : demande d'enregistrement ».

Annexe – Glossaire

Le glossaire comprend ce qui suit :

- les termes définis dans la LAAPD et dans son règlement d'application;
- les termes utilisés dans le présent guide.

activité accessoire : voir la section **Activités accessoires** de la politique *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*.

activité associée aux paiements de détail : fonction de paiement exécutée relativement à un transfert électronique de fonds en monnaie canadienne ou étrangère ou au moyen d'une unité qui respecte les critères prévus par règlement.

adresse de facturation : adresse à laquelle est envoyé tout avis, relevé ou facture concernant le demandeur.

adresse du siège social : adresse enregistrée du siège social de l'entreprise ou du demandeur, où sont conservés les dossiers de l'entreprise et où sont signifiés les documents officiels.

adresse municipale : adresse physique (numéro d'immeuble et nom de rue) d'un domicile ou d'une entreprise fournie à des fins de localisation. Il arrive souvent que cette adresse soit la même que l'adresse postale, mais elle n'inclut pas le code postal.

adresse postale : adresse utilisée par Postes Canada pour distribuer le courrier à une personne physique ou à une entité. Cette adresse comprend le code postal. Dans la plupart des cas, le numéro d'immeuble et le nom de la rue sont les mêmes que ceux de l'adresse municipale, mais l'adresse postale peut contenir une voie de livraison interne ou une case postale à la place de l'adresse municipale.

ajustement de compte : ensemble des modifications à la hausse ou à la baisse de prix ou d'obligations si certains événements se produisent, ces modifications étant permises par une clause d'ajustement dans un contrat.

arrangement en fiducie ou en fidéicommis : arrangement entre un fournisseur de services de paiement et ses utilisateurs finaux qui définit par écrit une fiducie expresse et valide, établie en vertu du droit canadien.

boucle fermée : voir la section **Instruments émis par des marchands** de la politique *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*.

cadre de gestion des risques : stratégie d'identification, d'évaluation, d'atténuation, de surveillance et de communication des risques existants et potentiels. Pour en savoir plus, consulter le paragraphe 17(1) de la *Loi sur les activités associées aux paiements de détail*.

cadre dirigeant : s'agissant d'une entité, l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- un membre de son conseil d'administration qui est aussi son employé à temps plein;
- le premier dirigeant, directeur de l'exploitation, président, directeur de la gestion du risque, secrétaire, trésorier, contrôleur de gestion, directeur financier, comptable en chef, auditeur en chef ou actuair en chef, ou la personne qui exerce des fonctions semblables à celles qu'exerce normalement le titulaire de l'un de ces postes;
- tout autre dirigeant relevant directement du conseil d'administration, du premier dirigeant ou du directeur de l'exploitation.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFFE) : service de renseignement en matière de finances du Canada auprès duquel les demandeurs doivent s'inscrire s'ils sont considérés comme étant des entreprises de services monétaires.

commandité : un des investisseurs qui possèdent conjointement une entreprise structurée comme une société en commandite et qui participent à sa gestion au quotidien.

compensation : processus de transmission, de rapprochement et, dans certains cas, de confirmation des opérations préalables au règlement. Ce processus comprend le calcul des positions nettes et la détermination des positions définitives en vue du règlement.

compte en fiducie ou en fidéicommis : tout compte de protection dont l'utilisation ne compromet pas l'arrangement en fiducie ou en fidéicommis établi entre le fournisseur de services de paiement et ses utilisateurs finaux.

contrat financier admissible : accord financier prévu par règlement en vertu de l'article 2 du *Règlement sur les contrats financiers admissibles (Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada)*. Veuillez consulter la section **Contrats financiers admissibles au sens de la Loi sur la Société d'assurances-dépôts du Canada** dans *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*.

contrôle : voir la définition établie au paragraphe 3(3) de la *Loi sur les activités associées aux paiements de détail*.

coté en bourse : se dit d'une entreprise dont les actions sont cotées ou négociées en bourse ou dans un autre marché public. Cette entreprise peut être non résidente, mais ne peut pas être une société de personnes ou une fiducie.

créancier : personne physique ou entité à qui le demandeur doit de l'argent, des biens ou des services.

délégué : tiers autorisé par le demandeur à interagir avec la Banque du Canada en son nom dans le cadre de la procédure de demande d'enregistrement. Les demandeurs peuvent créer des profils de délégués dans leur compte Connexion FSP.

données de géolocalisation : données sur la localisation des utilisateurs finaux, du personnel ou des partenaires commerciaux. Ces données sont obtenues au moyen de systèmes de géolocalisation GPS et d'autres sources comme les réseaux Wi-Fi et les tours de téléphonie mobile à proximité, qui dépendent de l'appareil d'une personne physique ou d'une entité, de son système d'exploitation mobile et de sa version, ainsi que des choix de l'utilisateur en ce qui concerne les services de localisation.

données financières : voir la définition de **renseignement financier** dans le présent glossaire.

en fiducie ou en fidéicommis dans un compte en fiducie ou en fidéicommis : se dit de fonds d'utilisateurs finaux détenus dans un compte en fiducie ou en fidéicommis qui n'est utilisé qu'à cette fin.

entité affiliée : voir la section **Entités affiliées** de la politique *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*.

entité : personne morale, fiducie, société de personnes, fonds, organisation ou association non dotée de la personnalité morale ou le gouvernement d'un pays étranger ou de l'une de ses subdivisions politiques ou ses organismes.

entreposer : conserver des données dans une installation informatique. Le demandeur doit expliquer comment il, ou tout tiers fournisseur de services, compte stocker les données de l'une ou l'autre des catégories suivantes au sujet de ses utilisateurs finaux se trouvant au Canada, de son personnel ou de ses partenaires commerciaux : renseignements identificateurs, données financières (notamment les renseignements confidentiels sur les comptes), communications privées ou données de géolocalisation.

entreprise d'État : aux termes de la *Loi sur l'Investissement Canada* :

- le gouvernement d'un État étranger ou celui d'un de ses États ou d'une de ses administrations locales, ou tout organisme d'un tel gouvernement;
- une unité contrôlée ou influencée, directement ou indirectement, par un tel gouvernement ou organisme;

- un individu qui agit sous l'autorité d'un tel gouvernement ou organisme, ou sous leur influence directe ou indirecte.

établissement : voir la section **Étape 3 : Où votre établissement est-il situé?** de la politique [*Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*](#).

fonction de paiement : concept défini dans la [*Loi sur les activités associées aux paiements de détail*](#) comme :

- la fourniture ou la tenue d'un compte détenu au nom d'un ou de plusieurs utilisateurs finaux en vue d'un transfert électronique de fonds (TEF);
- la détention de fonds au nom d'un utilisateur final jusqu'à ce qu'ils soient retirés par celui-ci ou transférés à une personne physique ou à une entité;
- l'initiation d'un TEF à la demande d'un utilisateur final;
- l'autorisation d'un TEF ou la transmission, la réception ou la facilitation d'une instruction en vue d'un TEF;
- la prestation de services de compensation ou de règlement.

Pour en savoir plus, consulter la politique [*Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*](#).

fonds détenus pour des utilisateurs finaux : total des sommes détenues par le fournisseur de services de paiement au nom d'utilisateurs finaux (c.-à-d. le solde du registre).

fournisseur d'assurance ou de garantie : fournisseur d'une assurance ou d'une garantie décrite à l'alinéa 20(1)c) de la [*Loi sur les activités associées aux paiements de détail*](#) (LAAPD). Il doit s'agir :

- d'une entité visée à l'un des alinéas 9a) à h) de la LAAPD ou d'une institution financière étrangère sujette à une réglementation imposant des normes équivalentes en matière de fonds propres, de liquidité, de gouvernance, de surveillance et de gestion du risque;
- d'une entité non affiliée au fournisseur de services de paiement au sens de l'article 3 de la LAAPD.

fournisseur de compte : entité visée à l'un des alinéas 9a) à d) ou f) à h) de la [*Loi sur les activités associées aux paiements de détail*](#) ou institution financière étrangère sujette à une réglementation imposant des normes équivalentes en matière de fonds propres, de liquidité, de gouvernance, de supervision et de gestion du risque. Pour en savoir plus, consulter l'article 13 du [*Règlement sur les activités associées aux paiements de détail*](#).

fournisseur de services de paiement : personne physique ou entité qui exécute une fonction de paiement dans le cadre d'un service ou d'une activité commerciale qui n'est pas accessoire à un autre service ou à une autre activité commerciale. Pour en savoir plus, consulter la politique [*Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*](#).

fournisseur du compte de protection : entité visée à l'un des alinéas 9a) à d) ou f) à h) de la [*Loi sur les activités associées aux paiements de détail*](#) ou institution financière étrangère sujette à une réglementation imposant des normes équivalentes en matière de fonds propres, de liquidité, de gouvernance, de surveillance et de gestion du risque. Voir également l'article 13 du [*Règlement sur les activités associées aux paiements de détail*](#).

guichet automatique : kiosque numérique ou ordinateur spécialisé permettant aux particuliers de gérer leurs comptes bancaires et de déposer ou retirer de l'argent sans l'assistance du personnel d'une banque.

identifiant de la demande d'enregistrement : numéro unique attribué à une demande dans le système de supervision des paiements de détail de la Banque du Canada.

identifiant de l'entité : numéro de statut à 10 chiffres assigné à une personne physique ou entité pour la durée du programme de supervision exécuté en vertu de la [*Loi sur les activités associées aux paiements de*](#)

détail, que la personne physique ou l'entité soit un demandeur, un fournisseur de services de paiement (FSP) enregistré, un FSP dont l'enregistrement a été révoqué, un demandeur dont la demande a été refusée ou un FSP qui a cessé ses activités. L'identifiant de l'entité figure dans les communications de la Banque du Canada et dans Connexion FSP.

insolvabilité : état d'une personne physique ou d'une entité qui n'est pas en mesure de payer ses factures et ses dettes. Dans le contexte des activités associées aux paiements de détail, il est question d'insolvabilité à la survenance de l'un des événements suivants :

- l'introduction par le fournisseur de services de paiement de toute procédure d'insolvabilité à son égard;
- le consentement d'un fournisseur de services de paiement à toute procédure d'insolvabilité à son égard;
- l'écoulement de 30 jours après la date d'introduction d'une procédure d'insolvabilité à l'égard d'un fournisseur de services de paiement par une autre personne physique ou entité, à moins que cette personne ou entité se soit désistée ou que la procédure d'insolvabilité ait été rejetée.

institution financière : institution où le demandeur a un compte bancaire et à laquelle il a recours pour la compensation et le règlement, par exemple :

- une banque au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques*;
- une banque étrangère autorisée au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques*;
- une société régie par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*;
- une association régie par la *Loi sur les associations coopératives de crédit*;
- une société, une société étrangère ou une société provinciale à laquelle s'applique la *Loi sur les sociétés d'assurances*.

instruments de réserve de valeur : actifs sûrs et liquides autres que les espèces ou quasi-espèces au moyen desquels le demandeur détient ou prévoit détenir les fonds des utilisateurs finaux.

invitation à s'enregistrer : première lettre que la Banque du Canada envoie aux fournisseurs de services de paiement présumés pour leur demander de s'enregistrer dans les délais prescrits, conformément à la *Loi sur les activités associées aux paiements de détail* (l'avis de non-enregistrement soupçonné).

loi : dans le contexte de l'enregistrement d'un demandeur au Canada, prescription autorisant la désignation ou la délégation d'un organisme de réglementation étranger pour superviser un demandeur.

maison d'habitation : bâtiment utilisé comme résidence, où se déroulent les activités d'une personne physique, d'une entité ou d'un fournisseur de services de paiement.

mandataire : personne physique ou entité qui a l'autorité d'exercer des activités associées aux paiements de détail ou d'autres services en représentant un fournisseur de services de paiement (FSP). Cette relation est mise en place par le mandant du FSP. Dans la *Loi sur les activités associées aux paiements de détail* (LAAPD), les termes anglais « agent » et « mandatory » sont traduits indifféremment par « mandataire » en français. Pour en savoir plus, consulter la politique *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*.

nom commercial : nom sous lequel le demandeur exécute ses activités ou s'identifie au Canada. Le nom commercial principal du demandeur (ainsi que ses autres noms commerciaux, le cas échéant) peut différer du nom légal de l'entreprise et de son nom de domaine.

nom légal de l'entreprise : dénomination légale d'une entreprise, qui doit être utilisée dans l'ensemble des contrats et des factures. Ce nom peut contenir des mots ou des chiffres (p. ex., 12345678 Canada inc.) et différer du nom commercial et du nom de domaine.

nom légal : nom complet d'une personne, tel qu'il figure sur les documents délivrés par le gouvernement.

opération interne : voir la section **Opérations internes** de la politique *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*.

organigramme : diagramme illustrant la structure de propriété d'une entreprise et les entités dans lesquelles elle détient une participation.

organisme de réglementation étranger : tout organisme gouvernemental ou équivalent étranger d'un organisme d'autoréglementation habilité par un gouvernement étranger à appliquer ses lois pour réglementer et superviser les activités associées aux paiements de détail.

personne physique : personne; être humain.

portée géographique : voir la section **Vos activités de paiement sont menées dans le cadre géographique de la LAAPD** de la politique *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*.

préfinancement : fonds qu'un fournisseur de services de paiement met à la disposition d'un bénéficiaire pour une transaction, en attendant de recevoir les fonds du payeur de cette transaction.

protection des fonds des utilisateurs finaux : protection garantissant que les utilisateurs finaux :

- ne subissent pas de perte financière en cas d'insolvabilité d'un fournisseur de services de paiement;
- aient un accès fiable et sans délai à leurs fonds.

règlement : extinction d'une obligation conformément aux dispositions du contrat sous-jacent. Il y a règlement lorsqu'un fournisseur de services de paiement permet le transfert de fonds ou l'ajustement de sa situation financière afin d'éteindre des obligations financières entre au moins deux fournisseurs de services de paiement.

renseignement financier : par exemple, instrument de paiement (p. ex., numéro de carte de crédit), fonds (p. ex., solde d'un compte) et historique d'opérations, renseignements relatifs à un compte (p. ex., numéro de compte et numéro d'acheminement) ou cote de crédit. Synonyme de « données financières ».

renseignement personnel : renseignement permettant d'identifier quelqu'un (p. ex., nom, adresse, numéro de téléphone, profession ou nature de l'entreprise principale, et date de naissance).

renseignements de l'utilisateur final : renseignements personnels et financiers, communications privées et données de géolocalisation.

risque opérationnel : l'un ou l'autre des risques ci-après qui entrave, perturbe ou interrompt une activité associée aux paiements de détail exécutée par un fournisseur de services de paiement (FSP) :

- défaillance des systèmes d'information ou du processus interne du FSP;
- erreur humaine;
- gestion défaillante ou inadéquate;
- perturbation causée par un événement externe.

service de paiement : produit ou service offert par un fournisseur de services de paiement pour lequel il exécute des activités associées aux paiements de détail.

services offerts (offrir des services) : voir la section **Offre d'activités associées aux paiements de détail à des personnes physiques ou entités au Canada** de la politique *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*.

site Web d'entreprise : site Web détenu, géré ou exploité par un fournisseur de services de paiement pour mener ses activités.

société en commandite : structure commerciale d'une société exploitée par un commandité ayant une responsabilité illimitée, qui est soutenu par des commanditaires. Le commandité reçoit une plus grande

part des bénéfices en échange d'une contribution et d'un risque accrus. Les commanditaires apportent des capitaux, mais ne peuvent pas participer à la gestion de la société.

taux de change : taux auquel la monnaie nationale peut être convertie en une monnaie étrangère. Pour savoir comment calculer les équivalences en dollars canadiens, voir la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.

tiers fournisseur de services : voir l'article 2 de la *Loi sur les activités associées aux paiements de détail*.

traiter : structurer, adapter, modifier, extraire et combiner des données. Le demandeur doit expliquer ou documenter comment il, ou tout tiers fournisseur de services, compte traiter les données de l'une ou l'autre des catégories suivantes au sujet de ses utilisateurs finaux se trouvant au Canada, de son personnel ou de ses partenaires commerciaux : renseignements identificateurs, données financières (notamment les renseignements confidentiels sur les comptes), communications privées ou données de géolocalisation.

transfert électronique de fonds (TEF) : selon la définition de la *Loi sur les activités associées aux paiements de détail*, placement, transfert ou retrait de fonds effectué par voie électronique et initié par une personne physique ou une entité, ou en son nom.

ubiquité et interconnexion : indicateurs des répercussions qu'une entrave, une perturbation ou une interruption des activités associées aux paiements de détail du fournisseur de services de paiement pourrait avoir sur les utilisateurs finaux et sur les autres fournisseurs de services de paiement. Les informations utilisées par la Banque pour établir l'ubiquité et l'interconnexion sont les suivantes :

- la valeur des fonds détenus pour des utilisateurs finaux;
- le nombre de transferts électroniques de fonds effectués dans le cadre d'une activité associée aux paiements de détail;
- la valeur des transferts électroniques de fonds effectués dans le cadre d'une activité associée aux paiements de détail;
- le nombre d'utilisateurs finaux;
- le nombre de fournisseurs de services de paiement auxquels des services correspondant à des activités associées aux paiements de détail sont fournis.

utilisateur final : personne physique ou entité qui utilise les services de paiement du demandeur en qualité de payeur ou de bénéficiaire. Pour en savoir plus, consulter la politique *Les critères d'enregistrement des fournisseurs de services de paiement*.

valeur moyenne des fonds détenus pour des utilisateurs finaux : valeur totale des fonds détenus pour des utilisateurs finaux à la fin de chaque jour d'un mois civil donné, divisée par le nombre de jours du mois. Pour en savoir plus, consulter la politique *La déclaration des indicateurs des activités associées aux paiements de détail dans la demande d'enregistrement*.